

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 521, 1,50 F
JEUDI 13 JANVIER 1972



Ouvrez les prisons !

A Toul, le comité « Vérité » mène une bataille d'information auprès de l'ensemble de la population pour faire connaître la réalité de la vie « disciplinaire » de la Centrale.

A Paris, le juge Schmelck publie le rapport officiel « sur les mutineries de la maison centrale de Toul ».

Depuis plusieurs mois le GIP, Groupe d'Information sur les Prisons, dévoile pan par pan la réalité de la condition de vie dans les prisons, montre comment la société enferme ses « associaux ».

Depuis quelques semaines le gouvernement s'abritait en silence sous l'annonce de la publication du rapport de la commission d'enquête sur les événements de Toul.

L'actualité est là : cette semaine toute la presse offre un large éventail d'articles sur les prisons en France. Le rapport Schmelck joue le rôle qui lui était assigné : tenter de fixer l'opinion publique sur un aspect particulier du système pénitentiaire, un cas « malheureux » au demeurant, pour lequel quelques mesures de détail devraient suffire à rassurer la foule émue.

Le Directeur de Toul est en passe de devenir le Rives-Henrys de la « garantie pénitentiaire ».

Les déclarations se multiplient, toutes demandent une réforme du système pénitentiaire, beaucoup adjurent le gouvernement de considérer les cas difficiles et douloureux.

La société est malade de ses prisons.

Pendant que la société bourgeoise cherche à améliorer, en évitant le maximum de remous, l'efficacité de son système pénitentiaire, nous devons renforcer le travail militant.

Aujourd'hui il faut ouvrir les prisons. Que la population française sache que le peuple les prisons ; que tout le monde connaisse très précisément les conditions de la vie quotidienne dans les prisons, que chacun apprenne à quels salaires, pour combien d'heures, sont payés les travaux que l'on fait faire aux prisonniers.

La semaine prochaine T.S. apportera sa contribution à ce travail d'enquête politique en publiant notamment un dossier sur les prisons, et une interview de Michel Foucault, animateur du G.I.P.

Patrick GANCEL.

Boukovski condamné !

En condamnant l'écrivain soviétique Vladimir Boukovski à cinq ans de camp de concentration plus deux ans de prison, plus cinq ans de résidence, le tribunal de Moscou a obéi à ses maîtres du Kremlin. Cette condamnation qui survient presque un an jour pour jour après le procès de Burgos et celui de Léninegrad, restera gravée dans nos mémoires !

Le « crime » de Boukovski ? S'être battu (avec sa plume) pour la défense des intellectuels soviétiques emprisonnés, et avoir dénoncé notamment cette nouvelle thérapeutique qui consiste à envoyer en hôpital psychiatrique, pour des mois ou des années, les oppositionnels au régime bureaucratique.

Il est temps que le mouvement révolutionnaire manifeste avec force sa solidarité avec Boukovski et ses camarades !

Défense de causer

Le cas de 200 élèves examinés en deux heures : moins d'une minute par élève ! Telles sont les conditions dans lesquelles fonctionnent les conseils de classe du C.E.S. d'Ecouen-Ezanville (Val-d'Oise).

Pour avoir dénoncé publiquement ce scandale, le secrétaire du S.N.E.S. de ce C.E.S. est suspendu. Le principal invoque des « fautes graves » commises par notre camarade. Mais il ne donne pas plus de précision. Et pour cause !

Tous les militants d'Ecouen sont solidaires contre cette répression et exigent la réintégration du camarade suspendu.

Chez le boucher

Les Associations Populaires Familiales viennent de se livrer à un exercice intéressant : descente dans plus d'une centaine de boucheries de la région parisienne pour y demander un kilo de faux-filet.

Voici les résultats statistiques. Tout commentaire est superflu.

Dans 43 % des cas, la proportion de déchets incluse dans le morceau vendu est supérieure à 20 %. Cette proportion est d'autant plus grande que le prix du kilo de faux-filet affiché est plus bas ; autrement dit, le boucher le moins cher en apparence est, en réalité, le plus cher pour le consommateur. Enfin, compte tenu du pourcentage de déchet, du vol sur le poids effectivement vendu par rapport au poids facturé et du non-respect du prix étiqueté, 40 % des boucheries pratiquent une augmentation de plus de 25 % par rapport au prix affiché. Pour 8 % d'entre elles, l'augmentation est supérieure à 40 % !

Marcellin défend sa police

En novembre dernier, une plainte contre X avait été déposée par Marcellin, auprès du tribunal de Mâcon, à propos d'un tract diffusé par le Comité de Mâcon du Secours Rouge et intitulé « L'Etat n'est pas encore fasciste, mais sa police l'est déjà » (Sartre).

Une série d'opérations policières est alors engagée, dirigée plus particulièrement contre des militants de la Ligue Communiste (qui n'est plus membre du S.R. depuis le printemps dernier, ce que la police ne pouvait ignorer).

Très vite, le P.S.U., la Ligue, la C.F.D.T. font part de leur indignation devant de tels procédés et proposent aux autres organisations de gauche de se joindre à leur protestation. Malheureusement, la C.G.T. et le P.C. refusent. Quant au P.S., après une prise de contact, il préfère faire bande à part, en publiant son propre communiqué.

Aujourd'hui, un membre du Secours Rouge (qui avait, lui aussi, reçu la visite de la police en novembre) est inculpé et six membres (ou ex-membres) de la Ligue Communiste sont convoqués comme témoins.

Le tract, prétexte aux poursuites, comportait une dénonciation des exactions de la police et une partie des dépositions de Mme Thévenin, dont le fils est mort au commissariat de Chambéry, et de celles de Jaubert.

Cette inculpation met directement en cause le principe de la liberté d'expression, c'est pourquoi une riposte massive se prépare. Le P.S.U., la Ligue Communiste, le Secours Rouge, la C.F.D.T., le C.I.C. ont demandé aux autres organisations de se joindre à elles pour dénoncer cette atteinte aux libertés et pour participer à une campagne publique tendant à prouver qu'il n'y a pas eu diffamation de la police mais information sur les brutalités dont se sont rendus coupables certains agents du Pouvoir.

Hôpital de Bourges

Les services hospitaliers traversent une grave crise et ceux de Bourges n'échappent pas à la règle.

Dernièrement les pompiers amènent un blessé et comme par hasard, l'infirmière étant absente, on dut faire appel au service voisin pour procéder aux examens de routine et, l'interne ne pouvant prendre de décision, il fallut attendre le chirurgien pendant plus de deux heures. L'état du blessé empirait à vue d'œil et ce fut deux heures de panique pour le personnel qui doit s'occuper de nombreux autres malades et ne peut rester en permanence près du blessé.

Lorsque le chirurgien arrive, le blessé est emmené au bloc opératoire où il subit une ponction ; mais son état est jugé trop grave et il est transporté à l'hôpital d'Orléans.

Huit jours plus tard on apprend par le « Berry-Républicain » que le blessé n'a pas survécu.

Si les soins avaient été donnés au blessé dès son arrivée en aurait-il été ainsi ? On ne peut l'affirmer. Toujours est-il que le doute subsiste car il est scandaleux et criminel qu'un blessé reste sans soins pendant des heures.

Aussi aberrant que cela puisse paraître, tous les jours entre 12 heures et 16 heures il n'y a aucune infirmière pour recevoir les urgences.

Dernièrement, dans un autre service, les trois infirmières se trouvent en congé, dont une en congé de maternité ; ce dernier cas était prévisible et l'administration n'a rien fait pour y remédier. Aussi il n'est pas rare de voir des aides-soignantes se transformer en femmes de ménage ou en infirmières selon les besoins du moment.

De tout cela l'administration est responsable lorsque l'on sait qu'il n'y a aucun médecin, aucun chirurgien ou gynécologue à plein temps et il n'est pas rare de voir du personnel non qualifié procéder aux anesthésies ; le personnel manque à tous les échelons. Le surmenage du personnel, la santé des malades n'entrent pas en ligne de compte ; comme dans tous les hôpitaux, seule la rentabilité est à l'ordre du jour. Une chose compte : l'économie de personnel et de matériel !

On se demande combien il faudra de morts avant que l'on ne remédie à cette situation.

Au sommaire



DEPUIS plusieurs années, le patronat s'organise au niveau international. Le Marché commun et les grands trusts multinationaux en sont de vivantes illustrations. Dans ces conditions, les travailleurs européens doivent organiser une lutte commune. B. Jaumont et J. Gallus présentent le cadre dans lequel cette solidarité est en train de naître et décrivent les premiers contacts pris par le P.S.U. pour contribuer à cet effort. (Cf. édito et page 4).

A PRES le parti communiste, le parti socialiste vient de publier son programme. J.-M. Vincent analyse la signification de textes de ce genre et les critique à la lumière de ce que devrait être un véritable programme révolutionnaire. (Pages centrales.)



UNE lutte importante, dont « T.S. » rend compte depuis le début, se déroule au C.E.T. de Plessis-Robinson. Les jeunes mères célibataires disent cette semaine où en sont leurs revendications. (Page 11.)



T.S. a trop peu l'habitude de donner des informations sur la vie du parti. J.-L. Auduc assistait à la réunion nationale des secrétaires fédéraux qui s'est tenue le week-end dernier à Paris. Il donne la température du P.S.U... (Page 10.)

● Erratum

Une erreur malencontreuse s'est introduite dans le dernier numéro de « T.S. », à la fin de la correspondance de M. Durant sur le voyage de Fidel Castro au Chili. En effet, c'est en Equateur (et non au Guatemala) qu'a fait escale à son retour du Chili le Premier ministre du gouvernement révolutionnaire de Cuba. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le régime en place à Quito, un arrêt de F. Castro au Guatemala aurait pris une signification politique tout particulière, dans la mesure où, depuis une dizaine d'années, les forces révolutionnaires de ce pays mènent une lutte de guérilla appuyée publiquement et effectivement par le parti communiste de Cuba.

éditorial

Pour l'Europe des travailleurs

Bernard Jaumont

C'est fantastique, ce que l'on a pu dire et écrire comme sottises à l'école, à la télévision, dans la presse et ce n'est pas fini. On nous dit que l'Angleterre est une île, qu'on ne parle pas la même langue en Autriche et en France, que des siècles d'histoire séparent les gens qui vivent en Belgique ou en Suisse de ceux qui sont en Allemagne ou aux Pays-Bas. On ajoute que de plus en plus les effets de la « concurrence internationale », les intérêts communs, le sentiment d'être embarqué dans une même galère, rapprochent tous ceux qui forment une même communauté nationale. En somme, on nous énumère tous les moyens à la disposition de la classe au pouvoir pour maintenir ou accentuer les divisions entre travailleurs de différents pays.

Le dernier week-end a montré une fois de plus que tout cela n'est que baliverne. Une délégation du P.S.U. était à Düsseldorf pour une entrevue avec les Jung Sozialisten ; une autre à Newcastle, invitée, avec la C.F.D.T. et des organisations syndicales hollandaises, à une conférence organisée par l'Institute for Workers's control sur la « lutte contre le chômage et le contrôle ouvrier ». Et puis en même temps, nous recevions des camarades du groupe suisse « Hydea » et du groupe autrichien « Spartakus ».

Et partout, à Newcastle comme à Düsseldorf et à Paris comme à Amsterdam, on parle des mêmes choses dont nous discutons à Lyon au cours de la dernière C.N.E. Quelquefois, le patron est le même et les travailleurs de Bendix qui sont en grève et occupent leur usine en Angleterre, pour s'opposer à sa fermeture, voudraient pouvoir discuter avec ceux de France ou d'Allemagne ou d'Italie pour leur dire ce qu'ils font, savoir ce qui se passe dans leur boutique et peut-être, organiser quelque chose en France. D'autres fois, le patron direct n'est pas le même, mais cela ne change pas grand-chose et les travailleurs de la Clyde qui racontent à Newcastle leur expérience du contrôle ouvrier savent très bien que leurs problèmes sont inséparables de ceux qui pourront se poser à Saint-Nazaire ou à La Ciotat.

L'essentiel, c'est que partout, il faut faire face aux mêmes menaces (augmentation de la productivité, déqualification, fermeture d'usines, licenciements, chômage) partout on se heurte aux mêmes difficul-

tés (l'inertie ou le conservatisme de certains appareils, l'énorme influence de la bourgeoisie sur une grande partie des travailleurs que l'on ne peut faire évoluer que lentement et difficilement) et partout on est soumis à la même exploitation. C'est pour cela qu'en fait, on parle tous le même langage, que le contrôle ouvrier est un mot d'ordre non seulement employé mais appliqué dans tous les pays ; et même si au départ on ne met pas tout à fait les mêmes choses derrière les mots, la comparaison des expériences qu'on a pu faire chacun de son côté, permet de se comprendre.

Et puis surtout, dans tous les pays et dans toutes les langues, les travailleurs (et en particulier ceux qui sont employés par des firmes multinationales) ressentent de plus en plus la nécessité urgente de coordonner leurs actions pour lutter ensemble contre le trust dont ils dépendent et de créer une solidarité qui mette fin aux divisions dont se sert le capitalisme ; et un peu partout, on entend de plus en plus parler de l'Europe des travailleurs.

Parce que là aussi, il y a une imposture qu'il faut dénoncer : l'intoxication par le pouvoir a été telle que pour beaucoup, l'Europe et le Marché commun ne sont qu'une seule et même chose. Ce n'est pas vrai.

L'Europe, c'est autre chose : si dans un pays comme la France ou l'Italie, il apparaît une possibilité de rupture avec le régime capitaliste, il faudra sans doute qu'assez rapidement, il soit rejoint par un ou plusieurs pays européens pour que son expérience ait une chance de conduire à une transition vers le socialisme. La France, l'Italie, seules, n'auraient sans doute pas les moyens de résister aux formidables pressions qu'elles subiraient de la part de l'ensemble des pays restés capitalistes ; l'Europe serait peut-être de taille à le faire. Encore faudrait-il que la formation de cette Europe-là serve uniquement à se donner les moyens de lutter contre les forces capitalistes extérieures, et non à poursuivre le même type de développement et d'organisation que dans une société soumise à la loi du profit.

Ce sont là des questions qui devront être discutées largement dans le parti et il faut espérer que le prochain Con-

seil national sur les affaires internationales en fournira l'occasion. Dans l'immédiat, si l'Europe représente un moyen de s'acheminer vers le socialisme, cela veut dire que la tâche de tous ceux qui refusent la société dans laquelle nous vivons, est aussi de lutter pour empêcher que des secteurs vitaux d'activité en Europe deviennent complètement dépendants du système capitaliste international.

Mais surtout, aujourd'hui, et c'est cela que l'on demande à Newcastle, à Düsseldorf, à Strasbourg, ou à Lyon, il faut obtenir que tous les travailleurs puissent avoir les mêmes droits. C'est trop facile pour le patronat d'imposer des conditions de travail de plus en plus dures, la stagnation des salaires ou des licenciements quand il peut opposer les travailleurs intérimaires à ceux qui ont une certaine garantie d'emploi, se servir de chômeurs comme menace pour les autres et surtout quand il dispose, pour briser les résistances, de ces travailleurs sans droits politiques ni syndicaux que sont les travailleurs immigrés, qu'ils viennent d'un pays du Marché commun ou d'un pays extérieur à la C.E.E. La seule façon d'empêcher que les travailleurs immigrés soient utilisés comme une arme par le patronat, c'est qu'ils aient exactement les mêmes droits que les autres, c'est à ce moment-là seulement qu'ils pourront se battre comme les autres. De même, c'est seulement quand tous les travailleurs travaillant en Europe auront les mêmes droits (congés, retraite, Sécurité sociale, formation permanente, etc.) que pourra disparaître la « solidarité nationale » et que l'on aura enfin créé la solidarité des travailleurs contre ceux qui les exploitent.

Tout cela était à l'arrière-plan des discussions que les deux délégations du P.S.U. ont eues avec les Jung Sozialisten et avec les travailleurs britanniques, à l'arrière-plan aussi des entretiens avec les camarades suisses et autrichiens. Et c'est pour cette raison que nous nous sommes en définitive mis d'accord pour essayer de mettre au point ensemble des opérations qui montreraient non seulement la nécessité, mais la possibilité de coordonner les luttes des travailleurs appartenant à une même entreprise multinationale et les luttes des travailleurs européens. Ce n'est encore qu'un très modeste début, mais cela pourrait devenir très chouette.

luttones ouvrières

Premiers jalons d'une coopération internationale concrète des travailleurs

J. Gallus

L'article ci-dessous présente un compte rendu des diverses rencontres internationales que le P.S.U. a eues au cours du week-end des 8-9 janvier. Il complète l'éditorial de B. Jaumont destiné quant à lui à décrire le cadre et les perspectives générales dans lesquels ces premiers contacts ont eu lieu.

L'**Institute for Workers' Control** n'a d'institut que le nom : c'est un des éléments de la Fondation Bertrand Russel ; et il s'est donné pour mission de mettre en contact les différents syndicats britanniques (sur le plan national, local, ou par secteur), de leur fournir une documentation ou des études théoriques, de leur donner les moyens de publier et de diffuser l'analyse qu'il font des expériences de contrôle ouvrier qu'ils ont pu vivre ; enfin, de leur donner l'occasion de se rencontrer pour confronter leurs points de vue sur les situations auxquelles ils doivent faire face.

Les problèmes anglais

Dans une lutte, il arrive fréquemment que les travailleurs fassent appel aux animateurs de cet Institut bien particulier, pour savoir dans quelles conditions d'autres expériences se sont déroulées et ils essayent d'en tirer des conclusions pour leurs propres problèmes.

Les samedi 8 et dimanche 9 janvier, l'IWC organisait à Newcastle une réunion qui ressemblait un peu à la Conférence Nationale Entreprises du P.S.U. à Lyon, avec cette grande différence qu'il s'agissait uniquement de faire un tableau des luttes et des expériences, mais pas de définir une stratégie valable pour l'ensemble des participants ni d'élire des responsables.

En dehors des thèmes centraux qui sont plus spécialement analysés dans l'éditorial, il est apparu quelques éléments particuliers à la Grande-Bretagne, mais dont certains pourraient être repris dans d'autres pays : il semble bien que les travailleurs anglais ne ressentent pas encore aussi fortement que nous le dépeuplement de certaines régions, de plus en plus sous-développées et où ne se trouvent plus que des emplois saisonniers et précaires (dans l'industrie touristique par exemple).

Ils ne ressentent pas non plus de façon aussi aiguë le problème du travail intérimaire, et c'est sans doute à cause de la puissance de leurs syndicats, dont les appareils sont le plus souvent particulièrement sclérosés et conservateurs, mais qui réussissent à empêcher le travail temporaire.

Enfin, ils ne font pas d'analyse de ce que représente l'exploitation des travailleurs immigrés malgré l'importance de ce problème en Grande-Bretagne.

En revanche, les tentatives d'organisation des travailleurs sans emploi, pour qu'ils ne soient pas isolés des autres, ni d'ailleurs isolés entre eux, pour qu'ils puissent analyser leurs propres problèmes et participer à la lutte commune, tout cela représente une expérience dont les autres travailleurs pourront bénéficier.

Les **Jung Sozialisten** constituent l'organisation de jeunesse du parti social-démocrate allemand (S.P.D.). Leur force militante réelle représente entre vingt et trente mille militants.

L'expérience des jeunes socialistes est originale et illustre bien les conditions de la lutte politique en Allemagne fédérale.

On se souvient que durant les émeutes étudiantes de l'année 1968, c'est l'organisation S.D.S. qui avait joué le rôle de leader. Mais cette période où l'extrême-gauche unie a eu un fort impact a été brève. Très rapidement de multiples divisions ont mené le S.D.S. à l'éclatement en remettant le gauchisme allemand dans l'impuissance qu'il n'avait quittée que pour peu de temps.

La situation allemande

Cette situation grave est caractéristique du climat politique allemand. Brièvement, il s'agit d'un pays où la classe ouvrière est plus intégrée que dans le nôtre — mais où les structures de co-gestion

donnent un certain pouvoir aux travailleurs — où le Parti communiste est interdit et où toute position réellement socialiste est assimilée à de la propagande pour l'Union soviétique ou l'Allemagne démocratique.

C'est dans ces conditions qu'une large fraction de l'ancien S.D.S. a décidé en 1969 d'entrer aux « Jeunes Socialistes ». Elle en a pris rapidement le contrôle.

La discussion que le P.S.U. a eue à Düsseldorf avec la direction de J.S. a permis aux deux organisations de se préciser mutuellement leurs positions.

Les J.S. ont expliqué comment à leur sens leur bataille à l'intérieur du S.P.D. est la seule voie possible pour faire entendre en Allemagne une espérance socialiste. Ce qu'ils appellent une « double stratégie » consiste d'une part à tirer au maximum à gauche les propositions que le S.P.D. fait au gouvernement Brandt et d'autre part à politiser les luttes de masse, en liaison avec la fraction « gauche » du syndicat D.G.B.

Tous ces éléments, très brièvement décrits, joints à l'absence de parti communiste et à l'emprise considérable des syndicats sur la classe ouvrière, expliquent que le combat des militants socialistes allemands les plus résolus se déroule dans un cadre stratégique différent du cadre français.

Contactes autrichiens et suisses

Par pur hasard, en même temps que des rencontres avec les Allemands et les Britanniques avaient lieu, le P.S.U. avait l'occasion d'un bref mais très amical contact avec

des camarades suisses de **Hydea**, et autrichiens de **Spartakus**, qui ont participé, avec la section P.S.U. de Strasbourg, à la lutte commune contre le patron de la Schell Union AG pour s'opposer aux conséquences de la concertation des entreprises.

Il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une discussion préparée entre délégations représentatives, mais il a tout de même été possible d'évoquer la possibilité de poursuivre et d'élargir les actions déjà menées ensemble.

Solidarité internationale concrète

L'échange d'informations que le P.S.U. a pu avoir avec ces diverses organisations est sûrement un élément très positif dans le développement de la solidarité internationale concrète des travailleurs. Certes, nous avons vu que les situations politiques sont fort différentes d'un pays à l'autre et qu'en conséquence les perspectives stratégiques accusent également des différences.

Mais l'important pour le moment est que des possibilités de luttes anticapitalistes concrètes aient pu être étudiées. Dans les domaines de la lutte contre les trusts internationaux, de l'unification des revendications des travailleurs en Europe et de la solidarité avec les travailleurs étrangers, des projets d'action commune ont été mis sur pied avec tous ces camarades ou certains d'entre eux. La réussite de ces projets oblige pour l'instant à la discrétion sur leur contenu mais nul doute que ces premiers pas de l'unité des travailleurs contre le patronat international sont d'une grande importance.

Les deux communiqués

Des délégations, du P.S.U., conduite par Michel Rocard et des Jeunes Socialistes d'Allemagne Fédérale, conduite par Karsten Voijt, se sont rencontrées pour un premier échange de vues et d'expériences, à Düsseldorf, les 8 et 9 janvier.

Au centre des discussions, qui se sont déroulées dans une atmosphère amicale, il y avait l'échange d'informations sur les conceptions et actions politiques respectives, et l'exploration des possibilités de collaboration dans le cadre de la lutte anticapitaliste en Europe Occidentale.

Les deux organisations sont d'accord sur l'urgence qu'il y a à renforcer les actions anticapitalistes à l'égard des trusts multinationaux, en vue d'opposer au pouvoir organisé du Capital une défense efficace des intérêts de la classe ouvrière.

Dans un premier temps, il fut décidé concrètement d'échanger des informations destinées à étendre les actions communes et aussi de mettre en place une organisation par régions, pour soutenir les campagnes à mener dans les régions frontalières.

Un autre centre d'intérêt fut la situation des travailleurs étrangers dans l'un et l'autre pays et les moyens d'étendre à eux la lutte anticapitaliste.

Il a été décidé de poursuivre et d'étendre ces contacts.

• L'Institut pour le Contrôle Ouvrier a organisé à Newcastle, les 8 et 9 janvier, une rencontre sur le thème « Contrôle ouvrier et lutte contre le chômage ».

Le P.S.U. y était représenté. Au cours de cette rencontre, les représentations de l'I.C.O. et du P.S.U. ont pu échanger leurs opinions sur différents problèmes d'intérêt commun. Elles ont pu constater qu'elles ont des positions sensiblement identiques en particulier sur les principales questions internationales, sur l'analyse des causes du chômage, sur la nécessité de promouvoir une coordination internationale des luttes contre le capitalisme et en particulier, pour le moment, contre le chômage.

Les délégués de l'I.C.O. et du P.S.U. se sont également mis d'accord pour préparer ensemble des actions concrètes communes dans ces domaines.

60 O.S. de nouveau face à la Régie Renault

A la Régie (dite nationale) des usines Renault, on n'hésite pas à pratiquer le « néo-colonialisme » sur le dos des travailleurs des usines de province. Ainsi dans sa filiale, les aciéries du Temple, à Saint-Michel-de-Maurienne, elle paie un O.S.2 4,68 F de l'heure contre 7,17 à 7,86 dans la région parisienne. Ce sont les tarifs de la fonderie, sur la base de 40 heures, hors primes de rendement.

Cela se passe de commentaires. C'est ce que pensent les ouvriers de l'atelier de fonderie en grève illimitée depuis le 27 décembre.

Une production indispensable

L'usine emploie environ 700 travailleurs. Elle est la seule de la société à fabriquer des culbuteurs, ce qui rend sa production indispensable au groupe Renault et nécessite une information réelle et une solidarité militante entre les catégories de travailleurs du groupe.

Le 25 octobre dernier, ils déposaient un cahier de revendications (rattrapage de 15% sur les salaires, suppression de la catégorie O.S.1, encore existante à Saint-Michel) appuyé par des débrayages. Réponse de la direction : elle ferme la fonderie le 14 décembre. Dans l'intervalle, la revendication a été étendue aux autres secteurs de l'usine lorsque les travailleurs se sont aperçus qu'ils étaient tous victimes de la même sur-exploitation.

La direction lève le lock-out le 27 décembre en proposant 8% échelonnés, ne tenant pas compte de l'élévation du coût de la vie, con-

tre l'avis des travailleurs. Les O.S. de la fonderie décident alors la grève illimitée.

Comme au Mans

Comme au Mans, au printemps dernier, les O.S. de la fonderie sont décidés à se battre jusqu'au bout. Pourquoi ?

Parce que les conditions de travail sont très dures.

Parce qu'il y a de nombreux jeunes et qu'à ce « titre », ils sont classés dans les basses catégories (O.S.1, supprimée depuis 1968 dans les autres usines).

Mais comme au Mans, leur lutte, exemplaire, est vulnérable s'ils ne bénéficient pas de la solidarité active de tous les travailleurs (participation à la grève, soutien financier par le partage des salaires, etc.) :

— d'abord, ceux de l'usine du Temple, aussi mal payés ;

— ensuite ceux du groupe Renault qui ne doivent pas accepter que l'on aggrave l'exploitation de certaines catégories d'entre eux.

Ils doivent aussi bénéficier de la solidarité des travailleurs des autres usines et entreprises de la région, ainsi que de l'ensemble du peuple exploité dans la vallée de la Maurienne : chômage (fermeture de l'usine St-Gobain, soit 130 licenciements) ; déqualification et absence de sécurité d'emploi (« reconversion » vers des activités liées au tourisme), etc.

Solidarité prolétarienne, comme au Mans. Unité populaire dans la lutte... ou la valise, comme en Lorraine.

Une urgence, élargir la lutte

Roussel a décidé de mettre à la rue 1.000 travailleurs (200 pour l'usine de Romainville).

Craignant les réactions des travailleurs à son projet de licenciement collectif, il tente de mettre le personnel au pas en frappant les travailleurs les plus combatifs.

Pour cela, il emploie ou fait employer des méthodes fascistes : licenciements arbitraires, menaces, flics intérieurs et extérieurs, enlèvements, faux témoignages, tabassages.

Les faits ne manquent pas

Des flics maison faisant le coup de poing contre les travailleurs de l'entreprise qui discutent avec des vendeurs de journaux devant la cantine.

— Deux militants syndicalistes C.G.T. et F.O. licenciés à la suite de cet incident.

— Un autre délégué F.O. convoqué au commissariat pour cette bagarre à laquelle il n'a pas participé.

— Une tentative d'enlèvement de 2 militants venus avec des panneaux sur les luttes de Babcock.

— Un militant C.G.T. enlevé alors qu'il sortait de chez lui, séquestré dans une voiture et libéré le soir après avoir été tabassé (flics ? barbouzes ? C.D.R. ? Polices parallèles ?).

— Des voitures ou des cars de flics stationnant quotidiennement aux abords de l'usine.

— Des flics maison qui tabassent un travailleur dans un bureau.

— Les avertissements qui tombent, etc.

Face à cette situation, il faut réagir immédiatement à Roussel d'autant plus qu'elle s'installe et s'étend à d'autres usines.

La situation à Roussel n'est pas un fait isolé : les travailleurs d'Ugine Kulman, de Rhône-Poulenc savent qu'eux aussi sont menacés de licenciement.

Organisons la riposte

Pour cela, à l'initiative du parti socialiste unifié, de la Ligue Communiste, de la Cause du Peuple-

l'accuse, de Lutte Ouvrière, un comité de soutien a été créé. Il est ouvert à tous les travailleurs et à la population.

Ce comité a déjà commencé à informer la population des localités environnantes : Bondy, Pantin, Bobigny, Noisy-le-Sec... Les travailleurs des entreprises : Valloirec, Leclanché, Bronze Industriel, CLA, et aussi la population sur des marchés et au métro. Un tract a été distribué aussi dans d'autres localités, des usines de la chimie.

Un deuxième tract élaboré par les travailleurs de la boîte a été distribué à l'usine de Romainville avec panneaux à l'appui.

Dans l'immédiat, ce comité de soutien se propose comme tâches :

— de prendre la défense des militants et travailleurs licenciés ou brimés ;

— de continuer à informer les travailleurs et la population autour de l'usine sur ce qui se passe à Roussel afin de briser l'isolement ;

— de proposer une discussion avec des travailleurs de Rhône-Poulenc et Ugine-Kulman, ainsi que des travailleurs d'autres branches.

En effet, les travailleurs de la chimie doivent immédiatement entrer dans la lutte. Dans un premier temps, ils doivent venir au comité de soutien pour organiser la solidarité dans leur branche. Dans un second temps, il s'agirait de dégager des mots d'ordre unifiants qui globaliseraient la lutte pour faire reculer le patronat.

Roussel-Uclaf n'est qu'un banc d'essai. Il nous faut tous rentrer dans la bataille même si nous ne sommes pas encore touchés. Car nous risquons de l'être plus tard.

Pour ne pas rester seuls dans la lutte, nous appelons tous les travailleurs à rejoindre ce comité afin, dans l'unité, de voir quelle riposte organiser pour empêcher Roussel d'imposer sa loi.

La lutte continue, elle doit s'organiser partout.

Pour les militants P.S.U. de l'entreprise et du Comité de soutien
R. HOULET

EXCLUSIF

Cette semaine dans

POLITIQUE HEBDO

Les dirigeants de la résistance palestinienne parlent
Pour la première fois, le Fath et le F.D.P.L.P.
s'adressent directement à l'opinion française

Un document jusqu'ici ignoré
La lettre de Paul Teitgen à de Gaulle
sur les tortures en Algérie

Une interview de Roland Barthes
sur la contre-culture

Tous les jeudis dans les kiosques

Une rencontre qui souligne la colonisation régionale

Cette A.O.P. s'est tenue sous l'impulsion du P.S.U., mais ce dernier, organisateur de la journée, n'était qu'à l'écoute des travailleurs et n'avait qu'un souci : favoriser au cours de cette première étape une meilleure compréhension des travailleurs mis en présence.

Il s'agissait avant tout d'une prise de contact devant déboucher sur la prise de conscience d'un même phénomène ouvriers-paysans quelle que soit la nature de leur travail ; ils sont tous aliénés à l'intérieur du système qui les oppresse. Il est apparu depuis longtemps que nous ne serons jamais trop forts ni trop nombreux pour mettre fin à ce système capitaliste. Or, dans les luttes que nous menons tous, nous constatons une séparation et une méconnaissance réciproque de nos problèmes. L'A.O.P. de Lézignan a donc eu pour objectif premier de clarifier aux yeux de chacun la véritable nature de la condition paysanne et de la condition ouvrière. L'agriculteur n'est pas nécessairement un possédant privilégié. La condition paysanne majoritaire dans la région a dominé le débat.

Le problème foncier

La terre est-elle un outil de travail ou bien un moyen de spéculation ?

Ici apparaît un clivage très net : Pour les paysans âgés, et ils sont les plus nombreux, c'est encore un bien. Pour les jeunes la terre est avant tout un outil de travail. Mais pour un nombre important de professions libérales le foncier est un moyen de spéculation qui permet souvent de camoufler les bénéfices de l'activité principale. Or, ce sont eux qui détiennent les responsabilités dans les organisations professionnelles (Crédit agricole, Coopératives, syndicat) car ils disposent du temps et de l'argent. Ils font prendre les décisions qui les intéressent.

Face à cette situation, s'il continue de s'attacher à la défense du sol, l'agriculteur s'efforce de conquérir les avantages sociaux du milieu ouvrier (retraite, revenu en cas d'incapacité de travail).

Ce phénomène renforce la mentalité individualiste au détriment de la recherche de solutions collectives.

L'insécurité

— Conditions de travail :

Les conditions atmosphériques créent une insécurité permanente pour la réussite de la récolte (gelée, grêle).

— Insécurité de la vente du produit :

Le viticulteur ne contrôle pas la commercialisation de son vin, quatre ou cinq grosses sociétés se partagent

le marché du vin à 80 %. Elles établissent les cours, reçoivent l'appui du gouvernement, pèsent sur le marché français en important du vin algérien sous forme de « jus de fruit » à 30 F l'hecto et exploitent ainsi les Algériens. Face à cette concentration du négoce le viticulteur est particulièrement démuné (la viticulture est encore artisanale, peu mécanisée, taille et vendange sont manuelles).

— Insécurité liée à l'endettement :

Un début de mécanisation, l'augmentation des surfaces, obligent l'agriculteur à emprunter. Il devient un salarié du Crédit Agricole considéré comme « acheteur ».

— Insécurité dans la scolarisation de ses enfants :

Le milieu rural subit très fortement les handicaps de sa dispersion géographique (ramassage scolaire).

A ce phénomène très ressenti s'ajoute le sentiment d'être dans une région colonisée. Le Midi veut vivre de la vigne, mais les options du sixième plan consacrent la vocation touristique de la région.

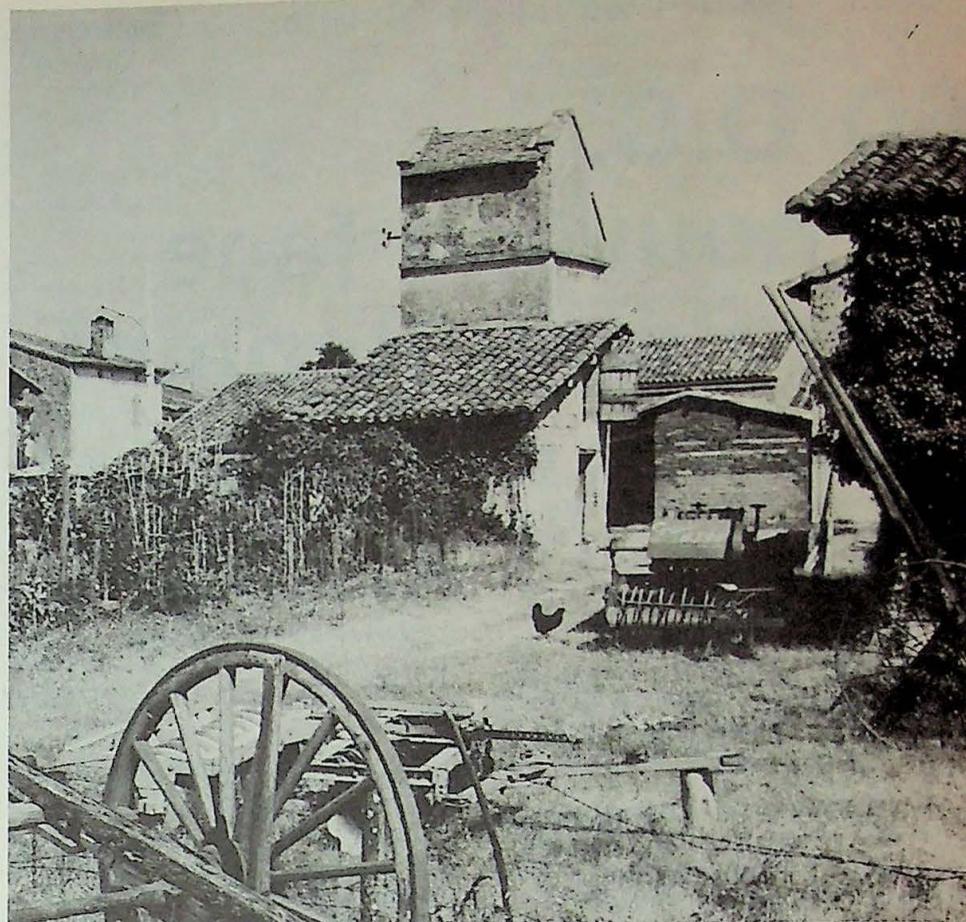
Face à cette situation quelle est la prise de conscience politique du milieu paysan ? Quelles sont les luttes ?

La région manque de dynamisme. Les éléments jeunes ne peuvent que très difficilement rester à la terre. On assiste à une paupérisation du milieu rural traditionnel. L'engagement fait peur à tout le monde par suite des moyens de pression capitaliste efficaces (bouclage des crédits au Crédit Agricole, non-obtention des indemnités pour calamités agricoles).

Les organisations syndicales sont aux mains des notables. Seul le comité d'action viticole est représentatif de la situation réelle. Il a dépassé le stade corporatif (défense du prix du vin) en s'attaquant aux structures (manifestation au Tribunal de Narbonne contre la vente de Mirepeisset, action anti-cumul), à la qualité du produit (vin impropre à la consommation, détruit à Trèbes) au trafic sur les importations (destruction de 6.000 hl de vin « muté » concentré à 25° avec du sucre).

Les ouvriers agricoles peu nombreux sont étrangers, sous contrat et de plus soumis à des habitudes et conventions locales qui les rendent peu combattifs. Les fermiers manifestent peu, leur finalité est de devenir propriétaire. Les vieux paysans sont impassibles devant leur devenir.

Le travail en Commission a amené les ouvriers à préciser la nature de leur aliénation.



Monde ouvrier

— Dans l'entreprise :

C'est là qu'ils subissent l'exploitation la plus directe, la plus visible. L'ouvrier est irresponsable par rapport à son travail, il n'est rien devant sa machine. Il n'a aucun pouvoir de décision, ni sur son travail, ni sur le devenir de son travail. Il est soumis à une discipline quasi militaire (pointage, cadences chronométrées). Son insécurité est totale, il peut perdre son emploi à tout instant (récession économique, mauvaise humeur du patron).

— En tant que consommateur :

L'aliénation continue : par le jeu de la publicité, la facilité apparente du crédit, l'ouvrier est soumis à la société de consommation qui l'amène à un endettement permanent qui diminue sa combativité.

— Dans son cadre de vie :

Qu'il soit locataire dans une H.L.M. ou une accession à la propriété, le travail leur paie un loyer important qui peut atteindre 30 % de son salaire.

L'ouvrier est d'autre part étranger à la culture. A cette situation générale s'ajoute celle particulière à notre région :

— Une situation de sous-emploi permanent :

Il y a actuellement en Languedoc-Roussillon plus de 10.000 demandes d'emploi non satisfaites (2.500 pour l'Aude, 800 chômeurs secourus à Carcassonne).

— Une région de petites entreprises de type artisanal :

75 % des entreprises ont moins de 10 salariés.

Notre jeunesse s'expatrie. Les salaires sont en moyenne inférieurs de 35 % de ceux de la région parisienne. Le chantage à l'emploi exercé par les patrons est constant. La chasse aux militants syndicalistes est pratique courante.

La logique du capitalisme centralisateur ne permet pas d'espérer la seule solution au problème : l'industrialisation d'une région aujourd'hui humainement et économiquement condamnée.

Prise de conscience

Face à cette situation les ouvriers réagissent collectivement chaque fois que les conditions qui leur sont imposées sont inacceptables (grèves Malveys-Narbonne, Mines de Salsigne, Etablissements Huard). Ces faits constituent avant tout un réflexe de défense. Ils manquent d'une dimension offensive et d'une perspective mobilisatrice pour l'ensemble des travailleurs.

Mais de plus en plus les travailleurs ont une plus grande connaissance et une meilleure compréhension de tous les phénomènes et formes d'exploitation dont ils sont victimes et qui ne visent pas seulement la revendication salariale. C'est ainsi que dans notre région des luttes naissent, de plus en plus fréquentes, dans le cadre de vie (contestation du prix des loyers dans les H.L.M..., mouvements importants d'associations de locataires, etc.). Il faut voir là l'amorce d'une réelle prise de conscience dans le monde ouvrier.

Unifier les deux aspects des luttes est nécessaire, mais les difficultés apparaissent au niveau du caractère très différent de ces luttes. Les syndicats ouvriers mènent en général une lutte de classe, remettant en cause le système capitaliste. Les agriculteurs acceptent le système avec ses notables et son électoralisme.

Un point commun évident est le problème de la colonisation régionale qui amène le sous-emploi et l'hémorragie de la jeunesse. C'est vers ce domaine semble-t-il qu'il faut s'orienter en dehors d'une connaissance très approfondie des réalités de chacun. C'est le moyen essentiel pour réaliser que l'ennemi commun est le capitalisme et qui peut revêtir des aspects bien différents. Mais le travail d'explication en profondeur est immense.

(1) C'est dans le souci de ne pas gréver ou « récupérer » le travail entrepris, que nous n'avons pas jusqu'ici cherché à donner l'écho que méritait pourtant cette Assemblée.

Grève victorieuse à Paris VII

Rémy Grillault

La grève des administratifs de l'université Paris VII a duré six semaines. Lundi soir, le Conseil de l'université a ratifié le protocole d'accord. La grève se termine par une victoire totale des grévistes, victoire d'autant plus importante qu'il n'existait pas, dans cette université nouvelle, de traditions de lutte et que les revendications des grévistes semblaient à beaucoup inacceptables par la direction.

Qu'avons-nous obtenu ?

Quatre revendications majeures, ainsi que quelques revendications partielles ont été satisfaites.

- Pas de salaires à moins de 1.000 F

Cette revendication unitaire qui intéresse les deux tiers du personnel correspond à une augmentation de presque 20 % pour les plus bas salaires. Elle a été la plus difficile à obtenir, cela en particulier parce qu'au refus de la direction s'ajoutaient les « réserves » de la section locale C.G.T. Celle-ci, indignée qu'une telle revendication puisse être satisfaite par la lutte des travailleurs, voulait nous faire attendre un quelconque « gouvernement d'union démocratique » pour la satisfaire.

- Application du statut (Fonction publique, C.N.R.S. ou Université) à tout le personnel

La politique de la direction avait toujours été de multiplier les postes de vacation ou d'auxiliaires de bureau afin d'avoir plus de facilité pour les mettre à la porte quand elle le souhaitait ; la couverture par un statut, même des intérimaires, réduit considérablement le champ de manœuvre de licenciements possibles de la direction.

- Publication des contrats de prestations de services

qui liaient Paris VII aux sociétés de nettoyage Elan et Sotefa, véritables sociétés de négriers employant principalement des immigrés, dont l'une des pratiques courantes, outre la surexploitation intensive des salariés, consiste à les licencier purement et simplement avant six mois de travail afin d'éviter de payer les 300 francs de la carte de travail. Sans parler du climat de terreur que font régner quelques anciens de la coloniale reconvertis en petits chefs... Inutile de développer, on connaît trop ce genre de choses. A ce point de vue, nous avons moins obtenu que les vacataires de Vincennes l'an dernier qui avaient réussi à faire engager directement par la fac le personnel d'entretien ; mais l'essentiel est d'avoir levé le lièvre et, avec l'appui des groupes révolutionnaires, un comité de vigilance va être mis en place pour continuer la campagne sur cette voie.

- Non emploi des militaires à l'université

On savait déjà que l'une des fonctions de l'armée était d'éponger partiellement l'excédent de chômage lorsque celui-ci atteignait des pourcentages « anormaux », mais ça va plus loin : l'armée constitue aussi une réserve de main-d'œuvre gratuite : en effet, le ministère de la Défense fournit chaque année aux universités (peut-être à d'autres administrations) un certain contingent de bidasses pour le travail administratif ; ceux-ci sont d'autant plus contents de quitter leur caserne qu'ils touchent un petit quelque chose s'ils acceptent : 150 F par mois ! Ça, c'est vraiment génial car tout le monde est content : le patron qui n'a pas à payer un sou et qui dispose ainsi de nouveaux employés, le bidasse qui améliore son sort (!) et le personnel qui a moins de travail. Au fond, l'esclavage avait du bon... Il n'est pas étonnant qu'on veuille le réintroduire. Nous en avons fait une question de principe, espérant que les fonctionnaires dans le même cas nous imiteront. Là aussi la direction a dû s'engager à refuser les militaires qu'on lui « prêterait ».

Démocratie de masse ou bureaucratie syndicale ?

Au début de la grève, le personnel de la scolarité (service où les conditions de travail étaient les plus déplorable) s'est réuni en A.G., a décidé de se mettre en grève, a élaboré sa plate-forme de revendications et a invité les autres services à en faire autant. Après quoi on a élu un comité de grève seul habilité à négocier avec la direction et dont le pouvoir s'arrêtait là puisque toutes les décisions étaient élaborées en A.G. et que le comité était révocable à tout moment. (En pratique, il a été renouvelé une fois par semaine.) Le pouvoir n'a jamais échappé à l'A.G. qui décidait des tracts, des affiches, des initiatives à prendre, de ce qu'il ne fallait pas accepter de la part de la direction... A aucun moment, finalement, on ne s'est posé la question du syndicat : certains syndicats (C.F.D.T.) ont appelé à la grève dès le début et nous ont aidés à populariser la grève sans « contreparties », sans exigence de leur part. D'autres (S.N.A.U., dépendant de la F.E.N.) ont hésité à nous soutenir. Après avoir appelé à la grève, le S.N.A.U. a essayé de nous imposer une intersyndicale d'autant plus bidon que la C.G.T. était contre la grève. La section locale C.G.T. s'opposait d'autant plus à la grève qu'à « l'aventurisme » des revendications (alors que « pas de salaires à moins de 1.000 F » est au programme général de la C.G.T.) s'ajoutait le caractère antisyndical (sic) de la grève. Conclusion : le seul service qui ne s'est jamais mis en grève et qui a refusé

de se déclarer solidaire des grévistes, c'est celui où la C.G.T. est hégémonique. La boucle est bouclée. Il va y avoir quelques grincements de dents et de retours de bâtons à la section locale C.G.T., surtout qu'il y a pas mal de cégétistes qui vont maintenant toucher leurs 1.000 F...

Tactique de la direction et riposte des grévistes

La tactique de la direction a été, dès le début, de diviser les grévistes en cédant par « petits paquets » : à chaque négociation, Alliot (le président de Paris VII, ancien directeur du cabinet E. Faure) cédait un certain nombre de points, espérant ainsi qu'une majorité se dégagerait pour juger suffisantes les concessions qu'il faisait. Les grévistes ont très bien perçu cette tactique et l'ont mise en échec en se montrant intransigeants sur l'ensemble de leurs revendications essentielles. La réussite a aussi été grandement facilitée par la mobilisation militante que nous avons été capables de réaliser. A la pseudo-unité des directions syndicales, nous avons préféré la solidarité des autres secteurs de la fac : celle des étudiants et des professeurs. Les étudiants ont compris que la grève qui les gênait se faisait contre leur ennemi et que celui-ci, après son visage de flic, d'organisateur de la sélection, pouvait aussi prendre celui de l'Etat-patron, fût-ce sous la face moderniste d'Alliot. Il est à noter que le comité a pris en considération les cas particuliers : militaires, étrangers victimes de la répression dans leur pays, bourses et fit fonctionner le service sous sa responsabilité. Soli-

darité des professeurs qui ont préféré verser une journée de salaire au comité de grève plutôt que de présenter de plates motions de soutien au sein du conseil de l'université. Celui-ci a pu mesurer ce qu'était réellement l'autonomie des facultés accordée par la loi Faure. Après avoir reconnu la justesse de nos revendications, il n'hésita pas à déclarer : « On n'a pas de fric pour vous satisfaire. » C'est ça gérer la pénurie ! Réalité de la participation : on a vu à ce conseil un superbe élu de l'U.N.E.F.-P.C. déclarer que « les revendications sont démagogiques car on (l'Etat !) ne peut les satisfaire ! ». Il a bonne mine, maintenant ! C'est donc un comité de soutien étudiants-enseignants qui a été constitué et qui, en accord avec le comité de grève, a permis d'étendre la lutte et de déjouer les manœuvres de la direction (entre autres, on a occupé ensemble le bureau d'Alliot le jour où il a voulu employer des intérimaires pour briser la grève). Certains redoutaient cette unité d'action en déclarant qu'on s'engageait à terme dans la récupération par un quelconque groupuscule. En fait, il n'en a rien été et l'unité a été payante. La question pour nous c'est maintenant de la faire vivre après la grève sur la base où elle s'est développée sans sectarisme ni dogmatisme.

En refusant de se laisser enfermer dans les distinctions légalité-illégalité, violence - non-violence, en faisant simplement l'analyse permanente du rapport de forces à partir du niveau réel de conscience des masses et en s'efforçant d'avancer pas à pas tous ensemble.

L'ensemble des travailleurs a pris conscience de sa force.

Le peuple français

Revue d'histoire populaire

16, rue Marthe-Edouard - 92, Meudon

Le n° 5 est paru, Prix 3 F.

En vente : Librairie T.S.

9, rue Borromée - Paris-15^e

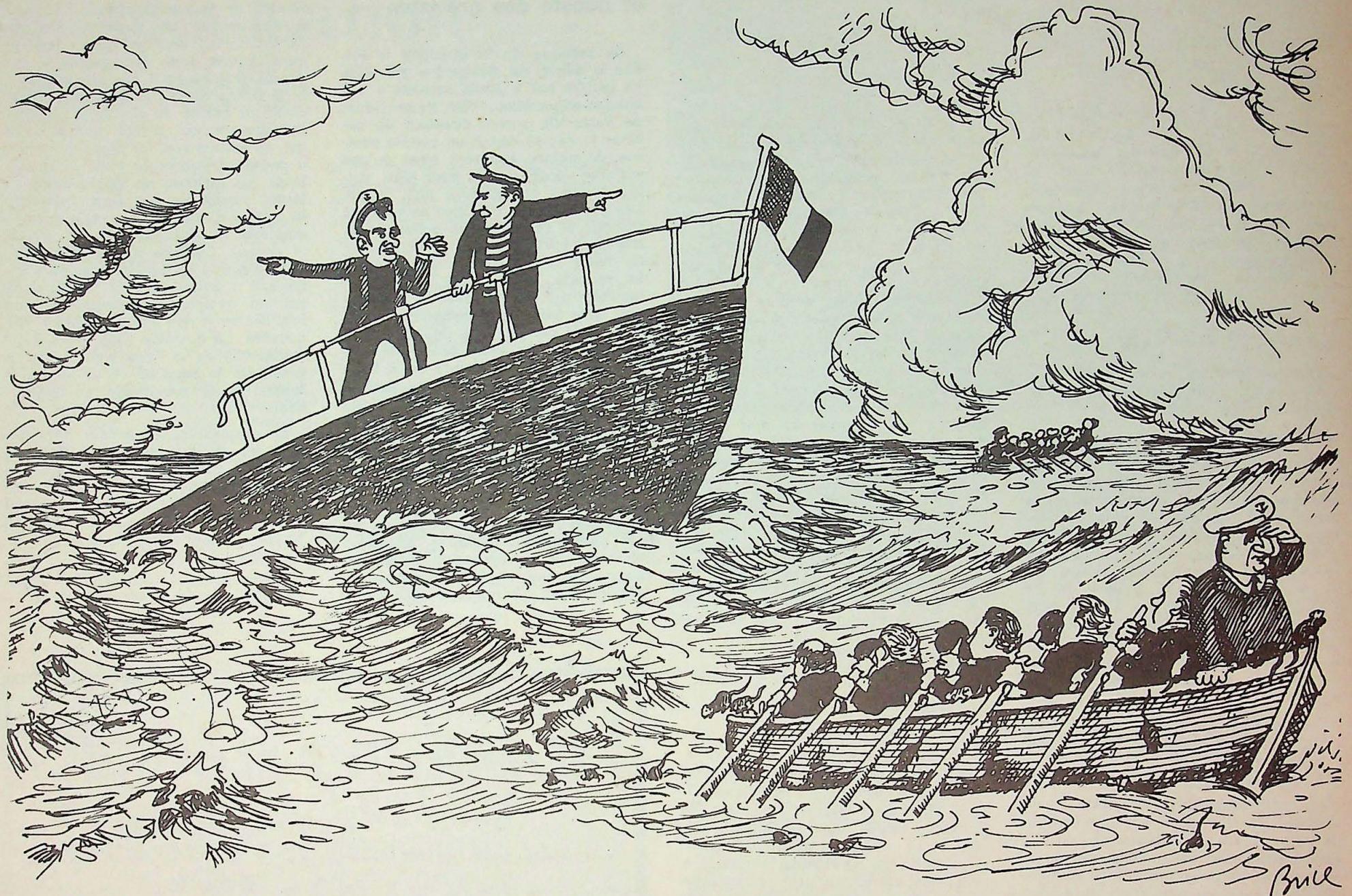
Au sommaire :

- La Résistance gaulliste (1)
- La Révolte des Nu-Pieds.
- Mandrin.
- Valmy : La guerre du peuple.
- Spéculation foncière sous Haussmann.
- Le peuple et l'armée.
- Les sociétés ouvrières de secours mutuel.
- Le courrier du passé.
- Luttes et littérature populaire.

Abonnement : ordinaire 10 F. — de soutien 15 F.
à adresser à A. DELALE — C.C.P. 2 091-25 Paris

Le programme : démagogie ou engagement révolutionnaire

Jean-Marie Vincent



Les controverses sur le programme sont maintenant au premier plan de l'actualité. Au fur et à mesure qu'avance l'échéance électorale de 1973, communistes et socialistes ressentent en effet la nécessité de fourbir leurs armes et de tracer des perspectives un peu plus claires à leurs clientèles respectives. Est-ce l'annonce d'une mise en question plus radicale du système dans lequel nous vivons ? On peut d'autant plus en douter que les deux partis mettent dès l'abord une limite très précise à leur élaboration programmatique : il s'agit seulement de programmes de gouvernement. En clair, cela veut dire que grâce à ces programmes les deux partis entendent arriver au gouvernement dans le cadre des institutions existantes. Pour s'en convaincre il suffit de se référer aux objectifs que délimitent les deux partis dans le domaine constitutionnel : il n'est pas question d'aller au-delà d'une révision de la Constitution de 1958

et d'une modification des lois électorales. Dans cette optique, l'action de masse (grèves, manifestations, formation de comités, contrôle démocratique des luttes) ne peut jouer qu'un rôle tout à fait subordonné. Pour le P.C.F. ou le P.S. il n'est pas question de mener une lutte pour renverser le régime Pompidou en utilisant toutes les faiblesses qu'il manifeste à l'heure actuelle, il n'est pas question de dire aux travailleurs que face à l'aggravation de la conjoncture économique (inflation, spéculation internationale, augmentation du chômage) ils doivent au plus tôt se débarrasser de gouvernants qui ne pensent et ne penseront qu'à leur mettre plus de charges sur le dos. Non, ce qui prime, c'est l'horizon 73, auquel on sacrifie les luttes en Lorraine et ailleurs, c'est la chasse aux suffrages en flattant les préjugés ou les craintes des uns ou des autres, c'est la recherche d'un illusoire renouvellement du parlementarisme.

La disparition des contradictions de classes

Il est en fait très instructif de constater quelle est l'analyse des contradictions capitalistes, sous-jacentes dans les programmes qu'on nous présente ou qu'on nous annonce. Dans l'introduction au petit livre « **Changer de cap - Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire** » Georges Marchais nous fournit les indications suivantes : « Quelle est donc la cause fondamentale de la crise grave qui atteint notre pays ? C'est qu'il y a une contradiction criante entre, d'une part, les besoins de la nation et d'autre part, la politique du grand capital étroitement liée au pouvoir en un mécanisme unique qui domine, presse, régent le pays. » Ainsi, on nous présente les choses comme si l'adversaire de classe n'était pas la bourgeoisie, avec ses multiples ramifications dans la société,

mais la politique des grands monopoles par opposition à une nation considérée comme un tout relativement homogène. Ce n'est plus le prolétariat qui affronte la bourgeoisie, c'est la coalition des petits et des victimes qui affronte les deux cents familles. L'apparent radicalisme de la formule sur le mécanisme unique qui lie le grand capital au pouvoir ne doit pas faire illusion. Si l'on conçoit que l'adversaire ne représente qu'une petite couche isolée, il est clair qu'il n'est pas besoin de mener une dure et longue bataille pour l'isoler, pour soustraire à son attraction les classes intermédiaires de la société. Il suffit de bien utiliser le bulletin de vote et de bien utiliser l'Etat en mettant à sa tête une autre politique. D'ailleurs Georges Marchais met les points sur les i, quand il écrit : « On ne peut rien attendre du régime actuel où une petite minorité de grands capitalistes impose sa loi, la loi du profit monopoliste. Pour rendre pos-

sible une politique sociale, une politique populaire, il faut donc instaurer dans notre pays une véritable démocratie... Une véritable démocratie, c'est aussi un régime où la population laborieuse pourra enfin participer réellement à la direction des affaires publiques et à l'orientation de la politique nationale. La participation, pour le gouvernement en place, c'est la tarte à la crème des discours officiels. Pour nous, par contre, c'est une affaire sérieuse... Mais la démocratie, ce n'est pas et ce ne peut pas être seulement la démocratisation des institutions. Ce n'est pas seulement l'élargissement des libertés, indispensable pour que les travailleurs puissent faire entendre leur voix et faire triompher leur bon droit. Une véritable démocratie suppose, en outre, à notre époque, que les principaux leviers économiques, dont l'action est déterminante pour les affaires du pays et par conséquent pour le sort de notre peuple, soient retirés des mains d'une petite poignée de grands financiers et remis à la nation elle-même. »

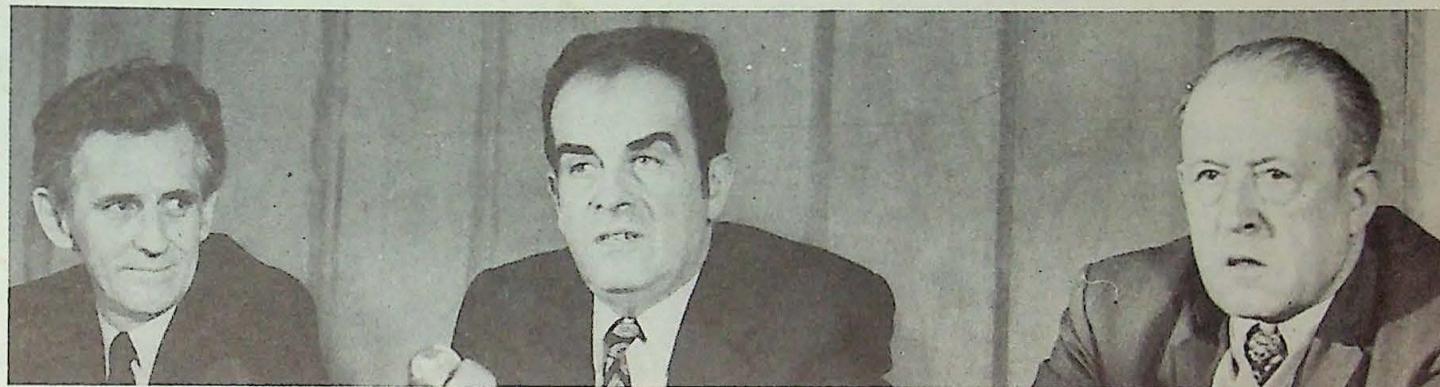
Etrange vocabulaire sous la plume d'un homme qui se dit communiste. On nous parle de démocratie, de participation sans faire référence à la nature de classe de cette démocratie, de cette participation, sans montrer que les masses, pour devenir déterminantes sur le plan politique, doivent briser les mécanismes étatiques et faire sauter les limites qu'on impose à leur activité quotidienne. On nous parle de leviers économiques à soustraire à une poignée de capitalistes, comme si les instruments économiques de l'Etat étaient neutres, indépendants du contexte général du capitalisme contemporain. Il n'y a plus de profit capitaliste, il n'y a plus que le profit monopoliste. Il n'y a plus à bouleverser les rapports entre les classes, il faut seulement procéder à quelques réajustements dans les superstructures de la société.

Les faux-fuyants

Le parti socialiste, on s'en doute, ne s'oppose pas fondamentalement à cette édulcoration de l'analyse marxiste. Il défend lui aussi les petits contre les gros, le Français moyen contre les puissances d'argent. Mais il est obligé de se donner un visage plus ouvert pour retrouver des sympathies qui lui ont fait défaut à plusieurs reprises. En un mot, il a retenu de mai-juin 1968 qu'une grande partie de sa clientèle supporte de plus en plus mal l'autoritarisme capitaliste, dans les entreprises comme dans la vie courante. Alors, avec quelques réticences, il se met à parler d'autogestion, là où le P.C.F. en reste à la bonne vieille participation. La C.F.D.T. n'est-elle pas un partenaire important et malheureusement un peu méfiant ? Que diable, il faut bien se décider à être de son temps !

Toutefois, le terrain est glissant et il faut multiplier les précautions.

On laisse donc dans l'obscurité ce qu'on entend exactement par autogestion, dans quel cadre elle doit se situer, ce que doit être son extension. Gageons qu'au fur et à mesure de l'avance des débats dans le parti socialiste elle ressemblera de plus en plus à la co-gestion (on ne voit tout de même pas Gaston Deferre, Pierre Mauroy et François Mitterrand se déclarer partisans des conseils ouvriers). En réalité, ce qu'il faut observer, c'est avec quel soin les « anti-autoritaires » du P.S. évitent d'aborder la question qui est la véritable question, celle du contrôle ouvrier. Ils n'envisagent pas un seul instant qu'on puisse appeler les travailleurs à se mobiliser pour mettre en échec l'autorité patronale et gouvernementale au niveau des entreprises, pour paralyser les mécanismes du profit et mettre en crise tout le système social en posant ainsi le problème d'un nouvel Etat et d'un nouveau type de société. Non, pour eux,



les choses doivent changer sans faire de mal à personne et surtout pas en touchant à l'énorme appareil bureaucratique qui, de l'entreprise au sommet de l'Etat, presse, exploite, opprime les travailleurs de mille manières. Qu'on ne prenne pas cette vessie pour une lanterne qui doit éclairer la lutte socialiste.

Quand on se tourne vers les conceptions qui ont trait à la gestion économique, les choses ne vont pas mieux. René Andrieu dans « l'Humanité » a souligné les hésitations du P.S. à demander beaucoup de nationalisations. Mais ce n'est pas pour autant qu'on peut absoudre le P.C.F. en cette matière. Certes, il réclame la nationalisation des monopoles (nationaux et multinationaux) et entend faire du secteur nationalisé l'assise essentielle d'un plan « démocratique ». Toutefois il esquive une question fondamentale : qui nationalise et comment. Plus précisément, il remet le processus de nationalisation aux organes parlementaires et ne prévoit rien pour lui donner le caractère d'une prise en main révolutionnaire par la classe ouvrière. De ce fait les nationalisations sont vues comme s'opérant à froid, selon une règle de progressivité qui laisse toute latitude aux capitalistes pour préparer leur contre-offensive politique et se reconvertir à leur façon.

A ce niveau le P.C.F. se garde bien de dire s'il entend ou non s'attaquer aux mécanismes du pro-

fit, il ne veut avoir dans son colimateur que le profit monopoliste. Tout doit fonctionner comme par miracle : le contrôle du crédit par les banques nationalisées doit paralyser les mouvements de capitaux, les petites et moyennes entreprises collaboreront sans rechigner avec le secteur nationalisé et ainsi de suite.

Ecoutons encore une fois Georges Marchais : « En élargissant le marché intérieur, l'élévation du pouvoir d'achat sera un facteur d'expansion économique. La maîtrise par la nation des secteurs clés de l'industrie, la planification effective et équilibrée de leur développement, le déploiement de l'initiative des travailleurs rendu possible par une gestion démocratique, seront également de puissants facteurs d'un essor économique jusqu'ici inconnu. Celui-ci bénéficiera, en outre, de l'accélération des rythmes de la révolution scientifique et technique, dégagée

des entraves résultant de la seule considération du profit monopoliste. En retour, cet essor économique et technique permettra de franchir de nouvelles étapes dans la satisfaction des besoins des masses populaires. » Que ce capitalisme d'Etat est idyllique, quand on fait abstraction de la lutte de classes !

Changer de perspective

Ces quelques réflexions montrent que la méthode est viciée à la base. D'un point de vue révolutionnaire, il faut s'attaquer à la question du programme de façon tout à fait différente. Il faut d'abord définir l'objectif stratégique autrement : il n'est pas la recherche d'une coalition gouvernementale (un gouvernement de gauche serré dans les institutions du système), mais la recherche d'une rupture d'équilibre du système politique et social en usant et en gripant peu à peu ses mécanismes. Cela suppose donc que l'on fasse converger petit à petit toutes les luttes partielles, mais radicales par leur contenu (mise en question du mode de travail et de vie capitalistes), contre l'Etat bourgeois.

Pour y parvenir il ne s'agit pas d'appeler abstraitement à la Révolution tout de suite, mais de faire comprendre peu à peu la nécessité d'opposer à l'organisation capitaliste dans tous les domaines, la force organisée des travailleurs et

des opprimés. Chaque orientation, chaque mesure du pouvoir d'Etat doit se heurter dans les faits au refus, à la résistance des classes opprimées s'appuyant sur les dénonciations, les mots d'ordre du mouvement révolutionnaire. A travers l'élargissement de ces affrontements c'est la question du pouvoir d'Etat qui pourra alors être posée. Certains feront sans doute remarquer que tout cela n'est pas réaliste et qu'il faut pour le moment se contenter de ce que peut nous offrir une éventuelle victoire de l'unité de la gauche. En réalité, c'est cette position qui est la moins réaliste, car elle est attentiste. Il n'est pas question un seul instant de dire qu'on préfère Pompidou à Mitterrand (avec ou sans Marchais). Par contre il faut être conscient que plus les luttes de masse inspirées par les thèmes des révolutions seront intenses, moins les manœuvres des réformistes (acoquinés au besoin avec les « réformateurs ») seront faciles. C'est

cette volonté de pousser le plus loin possible la lutte des travailleurs qui doit conduire à une critique sans complaisance de l'unité de la gauche et de ses stratégies diverses, et non, on ne sait quel sectarisme ranci. La question du programme révolutionnaire est à l'ordre du jour.

L'élaboration de ce programme doit évidemment se faire dans l'action la plus quotidienne. Mais ce serait sacrifier aux pires illusions du spontanéisme que de croire qu'il naîtra de lui-même sans un travail patient pour formuler des revendications, des thèmes d'interventions qui synthétisent les aspirations des masses et indiquent en même temps les points faibles de l'adversaire. C'est pourquoi il est indispensable que les révolutionnaires et particulièrement le P.S.U., s'attachent en partant des expériences accumulées depuis mai-juin 1960 à formuler la plate-forme d'action immédiate susceptible de mobiliser durablement les travailleurs (contrôle ouvrier, actions sur le cadre de vie etc.). Ils doivent en même temps en tester l'efficacité, la corriger quand cela est nécessaire. C'est le meilleur moyen de rassembler les énergies, de préparer l'unité dans la lutte et de repartir à l'offensive.

Au bout du compte, il apparaîtra qu'il est dérisoire de se contenter d'un replâtrage de la vieille domination bourgeoise.

C'est à la fois un travail d'avant-garde et un travail de masse. □

Alors, docteur, le P.S.U. ?

Jean-Louis Auduc

Pendant deux jours, dans une salle enfumée du deuxième étage de la rue Borromée, s'est tenue une réunion de l'ensemble des secrétaires fédéraux du P.S.U.

Un P.S.U. que, ici et là, on annonçait moribond il y a un mois, que les conflits de tendances accentuées depuis Lille semblait paralyser.

Pourtant, durant ces deux jours, comme le demandait au début de la semaine un camarade, « on a montré la capacité d'agir... et de discuter ensemble ».

On a parlé, discuté, confronté les expériences des soixante-deux fédérations présentes pour essayer de voir où le P.S.U. en était après le Congrès de Lille et les affrontements qui l'ont suivi.

« Le parti n'a pas à se jeter des cendres sur la tête, d'autres sont pessimistes pour lui, nous devons, à l'heure actuelle, compter 14.000 cartes dans le parti », précisait d'entrée Le Garrec, responsable à l'organisation du Bureau National.

Mais les problèmes de « digestion » des acquis du parti préoccupaient la plupart des fédérations : « L'avancée pratique a-t-elle suivi l'avancée

théorique que notre parti a accomplie depuis deux ans ? » (Midi-Pyrénées.) « Il faut lier théorie et pratique à chaque instant. » (Hauts-de-Seine.) « L'avancée théorie faite par le P.S.U. doit être poursuivie parallèlement aux efforts de politisation des masses. Il est très dangereux de rompre un des éléments de cette marche parallèle, même si cela nécessite deux ou trois pas en arrière. » (Alpes-Maritimes.) Si « l'élaboration théorique du Congrès n'est pas capable d'éclairer nos tâches dans une période dominée par la perspective d'unité du courant réformiste, on pourrait, non sans raison, se demander si, à Lille, nous n'avons pas fait de la mauvaise théorie. » (Mousel, Paris.) « Il n'y a que ceux qui militent vraiment qui demandent de la formation. » (Cher.)

... En action

Les secrétaires fédéraux ont profité également pour tirer un bilan non seulement national, mais fédération par fédération, de l'existence des groupes révolutionnaires et du travail commun engagés avec eux.

« A Vierzon, un bon travail commun a été réalisé avec

Lutte ouvrière, au cours d'une collecte commune plus de 100.000 AF ont pu être recueillis et remis à une usine en grève. » (Cher.)

« A Beauvais, à l'appel du P.S.U., de la Ligue et du F.S.I., une manifestation de rue a réuni sur l'Indochine plus de deux cents personnes. » (Oise.)

« Le Comité Vérité de Toul, à propos des récents incidents lancés par des militants du P.S.U. en liaison avec des militants maoïstes a réuni deux meetings de plus de trois cents personnes. » (Meurthe-et-Moselle.)

Par contre, plusieurs fédérations (Aude, Haute-Normandie, Hautes-Pyrénées) ont exploré une attitude de certains militants de la Ligue Communiste tendant plus à une volonté de débauchage individuel de certains militants, spécialement ouvriers, qu'à une volonté réelle d'action commune.

La presse du parti a été, tradition bien établie, passée au crible.

Une nouvelle formule de « T.S. » en préparation a été annoncée.

Un bilan de gestion a été présenté à l'ensemble des secrétaires.

Le débat général se poursuivait, deux commissions (Minorités Ethniques et Répression) ont tenu leur réunion plénière.

Atmosphère studieuse, comme on le voit, rue Borromée.

Une atmosphère qui se prolongeait le soir et le lendemain dans une salle de plus en plus enfumée et de plus en plus fatigués, qui se consacrait aux la régionalisation et à un échange d'informations et de luttes.

• **Luttes en Lorraine**, marqué selon F. Borella, le secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle, par un relatif échec dû aux difficultés de mobiliser durablement les travailleurs dans une situation de récession.

Une analyse à laquelle P. Régnier, de la C.N.E., rajoute le blocage des directions syndicales C.G.T.-C.F.D.T. sur le bassin lorrain.

Pour le secrétaire de la Moselle, le P.S.U. a trois rôles à jouer :

— Etre la conscience des syndicats ;



— Atteindre le trust Wendel-Sidelor dans ses forces vives (Saclor) ;

• **Luttes dans le Nord** (Masurel, etc.).

• **Luttes contre la rentabilisation de l'espace** (Sologne, champs de neige sur les Alpes).

Ce qui constituait un premier exposé des luttes mais aussi une tentative d'esquisse d'analyse de la période :

« Pas de montée des luttes, même si durcissement de certaines d'entre elles. » (Rocard.)

« Période de stabilisation, voire de recul. » (Rhône.)

... En réflexion

L'analyse des initiatives du parti était également traitée :

« Qu'est-ce que doit être un comité d'initiative populaire ? » (Charente, Nord.)

Esquisse de réponse, celle de Mousel-Paris : « Un comité d'initiative populaire doit s'inscrire dans la réponse stratégique globale face au courant réformiste et faire avancer l'autonomie des révolutionnaires.

Il doit reposer sur trois axes :
— Favoriser l'unité des travailleurs ;
— Permettre de réinvestir les acquis du parti ;
— Obtenir un déblocage de la situation en faisant avancer l'unité du mouvement révolutionnaire...

Ce que complète Kergoat :

« Poser le problème des C.I.P., c'est aussi la nécessité de poser le problème du front des révolutionnaires. »

Je ne serais pas complet si je n'évoquais pas les problèmes de trésorerie, toujours importants dans une organisation, et les exposés des commissions qui y furent faits.

Un premier bilan se dégage assez facilement. L'assemblée fut largement positive par la confrontation, la première depuis Lille associant les secrétaires fédéraux. Elle a permis de voir la capacité d'intervention nationale du P.S.U.

Cependant, l'optimisme ne servirait à rien, une série de points sombres subsistent.

— L'inégalité de développement des fédérations. Les petites fédérations ayant beaucoup de mal à mener toutes les campagnes passées et ayant des gros problèmes de régionalisation ;

— Les degrés et les pratiques de militantisme différents selon les fédérations ;

— Le fait que toute une série de choix politiques fondamentaux pour le parti restent en suspens ;

— Contenu du programme « la Révolution, qu'est-ce que c'est ? »

— Réponse stratégique à l'Union de la gauche ;

— Contenu à donner aux initiatives proposées.

Ce sera l'objet de la prochaine réunion de la D.P.N.

Malgré cela, on a pris ce week-end le pouls du P.S.U.

Il semble bien que la tension interne baisse et qu'il va pouvoir repartir du bon pied... si on lui donne les remèdes et les vitamines appropriés.

LE 5 JANVIER 1972

7 ans de prison pour avoir écrit ce livre

BOUKOVSKY

UNE NOUVELLE MALADIE MENTALE EN URSS L'OPPOSITION

Collection **Combats** dirigée par Claude Durand - Un volume 20 F

SEUIL

Echec au recteur

La lutte des mères célibataires du C.E.T. du Plessis-Robinson continue. Nous rappellerons les réponses données par le recteur Mallet à la délégation des mères célibataires qu'il avait reçue le lundi 20 décembre. Questions et réponses se présentent comme suit :

Q. — **Comptez-vous adresser une circulaire officielle à tous les recteurs afin de préciser que grossesse et maternité ne sont plus des motifs de renvoi des élèves des établissements publics, comme le veut la coutume ?**

R. — Le rectorat de Paris ne peut prendre cette décision seul, il faut lui laisser le temps (un mois) pour consulter les autres académies.

Q. — **Pas de sanctions contre les élèves et les enseignants ?**

R. — Pour les élèves, nous n'y avons jamais songé, quant à la maîtresse d'internat... eh bien ! d'accord, pas de sanction. (Nous sommes beaux, grands et généreux !)

Q. — **Nous demandons une modification du règlement intérieur et des congés scolaires comme dans les autres établissements (là se situe un problème matériel car la D.A.S. [Direction de l'aide sociale à l'enfance] perd de l'argent lorsque les pensionnaires sont en vacances !).**

R. — Oui, mais c'est le conseil d'administration qui réglera ce problème. D'ores et déjà, des mesures d'élargissement ont été prises.

Q. — **Pas de fermeture du collège ?**

R. — La directrice envoie un télégramme aux parents pour qu'ils ramènent leurs enfants (prudentes, les femmes du M.L.F. qui occupaient le C.E.T. sont restées jusqu'à ce que les télégrammes soient effectivement envoyés).

Après les vacances de Noël

La direction conteste l'abandon de l'ancien règlement mais se plie à l'état de fait instauré par les pensionnaires. Elle menace aussi de ne pas ouvrir l'hôtel maternel prévu, jumelé au C.E.T., et exerce de ce fait une pression financière très importante.

La tactique employée pour pourrir au maximum les résultats obtenus par la grève apparaît clairement :

- Les futures mères qui se sont mises en grève vont s'en aller puisqu'elles vont accoucher très prochainement. Normalement, elles auraient dû revenir suivre des cours au C.E.T. à partir de la maison maternelle de Châtillon (c'est à côté du Plessis) où leurs places après l'accouchement étaient retenues. On va les empêcher, simplement en les envoyant dans une autre maison maternelle, au Vésinet (et il est très compliqué d'aller du Vésinet au Plessis sans voiture personnelle ! C'est de l'autre côté de Paris.)

- Ce n'est pas une question de place car, à Châtillon, il y a largement de quoi les accueillir ; il s'agit bien d'éliminer les mauvaises têtes.

Une autre contrainte venant de la D.A.S. : leur prise en charge finan-

cière au C.E.T. du Plessis devra être renouvelée tous les trois mois... selon le niveau scolaire. Peut-être... plus simplement selon leur docilité car les niveaux scolaires dans ce C.E.T. sont variables d'une pensionnaire à l'autre. (Elles passent un premier examen cette semaine.)

Déjà, celles qui sont pensionnaires à Châtillon et viennent au Plessis suivre les cours ne sont plus remboursées de leurs frais de transport (10 F par semaine). Or, la plupart d'entre elles n'ont pas un sou d'argent de poche.

Une chose est claire, malgré la promesse du recteur Mallet (« pas de sanction ») une répression sournoise s'instaure. Sur le thème : une pensionnaire coûte 150 F par jour à la D.A.S., il n'est pas possible de faire un hôtel maternel pour des élèves dont le niveau scolaire est trop bas, on renvoie les plus rebelles. Que deviendront-elles ? La D.A.S. s'en fiche.

Cette répression les touche en un point vital : leur formation professionnelle.

Elles vont déposer le complément de leurs revendications :

- Au cours du conseil d'administration du Plessis qui regroupe des représentants de l'enseignement national de la D.A.S. des allocations familiales ;

- Par la délégation qui doit être reçue courant janvier au rectorat par le recteur et les représentants des ministères intéressés.

Le règlement intérieur

Le soir du 6 janvier, elles ont voté un nouveau règlement qu'elles ont établi elles-mêmes et qui, de fait, est appliqué actuellement puisque l'ancien est caduc depuis leur première entrevue avec le recteur.

Ce qu'elles veulent :

- Qu'il soit accepté officiellement par l'administration ;

- Qu'il soit applicable à l'hôtel maternel qui doit s'ouvrir au Plessis pour permettre aux jeunes mères de continuer à suivre, sans transport inutile, l'enseignement du C.E.T.

La formation professionnelle

Le C.E.T. du Plessis n'est pas adapté aux besoins, il n'a que trois sections :

- Sténodactylos ;
- Employés de bureau ;
- Employés de collectivité.

Les trois sections sont en première année, les étudiantes de deuxième et troisième recommencent leur scolarité et il y a un problème d'orientation pour celles qui venaient d'autres C.E.T., de C.E.S. ou de lycées.

C'est à partir de cet état de fait qu'elles continuent à demander que la grossesse ne soit plus un motif d'exclusion des établissements d'enseignement public et qu'elles puissent être réinscrites dans un établissement correspondant à leur niveau scolaire réel après l'accouchement.

Mais pour celles qui le souhaitent, ou ce sont les parents qui l'imposent (ils en ont le droit « parental ») elles demandent qu'elles puissent être hé-

bergées au Plessis avant et après leur accouchement mais qu'elles puissent continuer leurs études dans les établissements publics des environs, correspondant à leur niveau scolaire, sans aucune discrimination.

Que le C.E.T. du Plessis lui-même ne dispense plus qu'un enseignement accéléré, rattaché au secteur de la formation permanente de l'Education nationale. Dans ce contexte le C.E.T. pourrait donc les envoyer dans les universités où ces cours existent.

Problème financier

Elles demandent une allocation mensuelle pour toutes les mères célibataires de moins de 18 ans. Celle-ci devrait être versée encore :

- si elles continuent leurs études au-delà de 18 ans ;
- si elles reprennent des études quel que soit leur âge.

Nous nous apercevons que l'étude approfondie de ce problème nous force à réfléchir sur des points très divers.

- Les jeunes filles les plus touchées viennent des couches sociales les plus défavorisées. Pour les autres la famille préfère encore faire un voyage en Angleterre.

- Le manque d'éducation sexuelle, de cours sur la contraception dans les programmes scolaires.

- Pourquoi l'avortement est-il interdit ?

- Pourquoi la sexualité des adolescents est-elle si réprimée ?

Femmes en lutte

AH: VOUS DIRAIS-JE MAMANS ce qui me vaut tant d'argent !

Françoise Claire

Ne soyez pas surpris, lecteurs, de ce titre en forme de comptine, très vite, vous allez comprendre : le magnétoscope (film retransmis sur un petit appareil de télévision type « Sony ») a commencé par être utilisé par de petits groupes de cinéastes indépendants pour la réalisation de films à destination de comités d'entreprises, associations culturelles ou politiques, M.J.C., etc., afin de représenter la vie quotidienne telle qu'elle se présente. Un travail d'information parallèle à celle fournie par la grande presse d'opinion et la radio-télévision d'Etat ou postes périphériques, commençait à prendre forme (vie dans les usines - grands ensembles, explications des grèves...) — après l'attentat fasciste d'Eaubonne, un groupe de camarades cinéastes a réalisé un montage vidéo qui est présenté dans la banlieue parisienne et même en province (à Arras).

Fin octobre, l'O.R.T.F. et Hachette ont créé les « Vidéogrammes de France », société anonyme, dirigée par un directeur de deux membres et contrôlée par un conseil de surveillance composé de quatre membres : M. Georges Riou, directeur chargé de mission auprès du directeur général de l'O.R.T.F., M. Gabriel de Broglie, directeur des affaires juridiques, M. Pierre Lazareff, (éditions Hachette) et M. Jean Morin, secrétaire de la librairie Hachette. L'actuel directeur général de Hachette, Simon Nora, a trouvé en Jacques Chaban-Delmas un appui de poids.

Et puis, d'autres « promoteurs » ont trouvé dans cette voie de futures bonnes affaires à réaliser. Dans un journal professionnel de publicité, « Stratégies », on annonce le lancement, en mars 1972, d'un nouveau « media » : PROMAMAN. M. Ferrari, P.D.G. de la société EVR FRANCE (Electric Video Recorder, exploité par la compagnie américaine CBS, qui a vendu une licence en France à la Thomson-CSF), a pensé à l'utilisation de ce nouveau moyen d'information. Sa femme se trouvant

en clinique pour attendre son futur héritier, refusait de subir les programmes intéressants de l'O.R.T.F. (réaction justifiée !)

Les femmes enceintes :
une bonne « cible » publicitaire
« parfaitement segmentée » !

En clinique, les femmes enceintes s'ennuient et seul les préoccupent l'enfant qui va naître. L'enfant, ce sera donc le sujet principal de préoccupation de PROMAMAN. Le marché est important : selon les statistiques du ministère de la Santé publique on note que 31.000 lits de maternité existent en France, que 9 établissements sur 10 sont équipés de postes de télévision dans les chambres, qu'en section « maternité », la télévision compte pour deux heures 28 d'écoute par poste. De quoi tenter plus d'un annonceur ! M. Ferrari, donc allait « faire naître » PROMAMAN dans les maternités.

Comment mettre en place
ce nouveau support publicitaire ?

Le distingué et ingénieux P.D.G. a pensé à tout. En clinique, les futures mères sont plus disponibles le matin. Pour faciliter leur tâche, on apposera, sur le poste de télévision, une petite « affiche-programme » des émissions PROMAMAN et une brochure explicative sera distribuée dans toutes les chambres que les jeunes mamans devront emporter chez elles. Sept films d'une heure raconteront l'histoire d'une femme qui vient de mettre au monde son premier enfant.

Le professeur Robert Debré, Laurence Pernoud et des médecins doivent concevoir ces émissions éducatives et sentimentales axées sur l'enfant. Chronologiques, ces films pourront être vus « dans le désordre » ! Trois minutes de publicité seront intercalées entre chaque film. Si la série des films n'a pu être vue en entier,

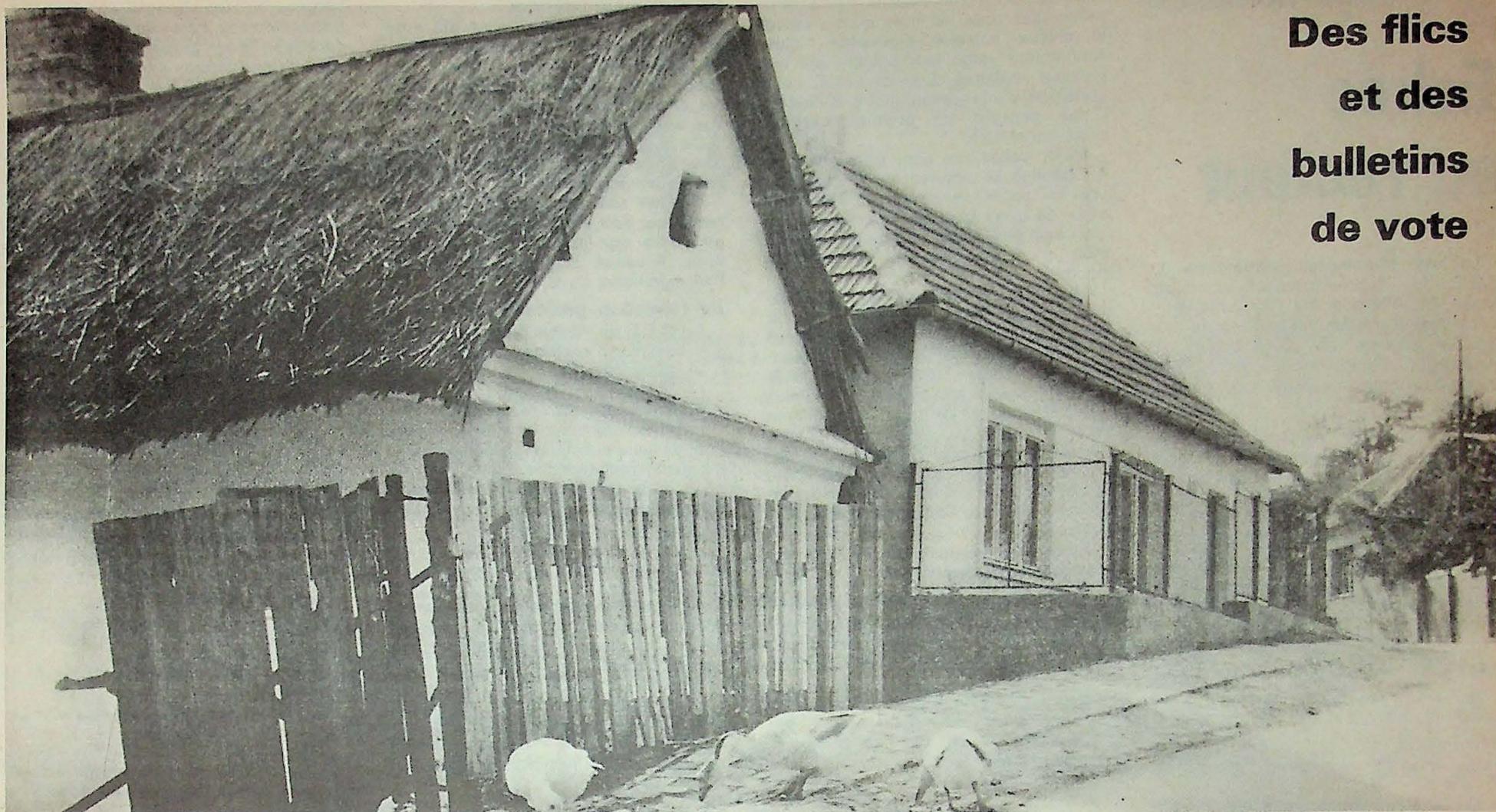
le « programme commun de périculture » remis à la clinique suivra les jeunes mères chez elles, pimenté de publicité infantile !

Des marques de vêtements d'enfants, produits alimentaires (le petit pot carottes-pommes de terre !), ou pharmaceutique... et pourquoi pas, des produits de beauté pour que la maman garde son teint de jeune fille, vont participer à cette séduisante action de marketing.

Dans ces films, on ne parlera que de la santé des bébés, de la façon de les élever... les problèmes sociaux seront bien évidemment évités, là n'est pas le problème et les annonceurs dans ce cas, ne « marcheraient » pas. Il faut être rentable !

Métro... Boulot... Dodo... Vidéo... Promaman... J' « Hachette » ! C'est le 6 décembre qu'a été officiellement lancé ce nouveau media. Trois millions de NF sont déjà engagés pour cette opération qui débutera en mars 1972. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin : le vidéo-cassette, les vidéogrammes, pris en main par les grands monopoles d'Etat (O.R.T.F. - Hachette - Thomson C.S.F. - Paribas), c'est l'intox sur cinq colonnes et grand écran ! Plus dangereux encore, ils seront diffusés dans les collectivités (syndicats, M.J.C., clubs de jeunes...) : c'est la culture dirigée, c'est peut-être le syndicalisme « maison » (sans contestations), si nous n'y prenons garde. C'est le conditionnement intégral qui nous guette, les « vidéogrammes » veilleront sur notre conscience, notre santé, notre culture, nos loisirs, notre travail... En un mot, sur notre vie quotidienne qui sera menacée intimement. Et puis, poussons jusqu'au bout le raisonnement jusqu'à l'absurde : pour des élections futures, chaque foyer pourrait être doté d'un « vidéogramme » pour « programme unique de gouvernement », avec petite brochure et bulletin de vote détachable et tout préparé, que l'on collectera en reprenant le poste une fois ledit programme épuisé... A suivre !

Des flics et des bulletins de vote



« Bonjour Madame, nous faisons une enquête au sujet des prochaines élections municipales. Est-ce que votre mari est candidat ? Que pensez-vous de votre maire et de ses problèmes à Coulaines ? »

Des inspecteurs des Renseignements généraux se sont présentés ainsi il y a quelques semaines chez les habitants de **Joué-l'Abbé**, commune rurale de 362 habitants située à 12 km du Mans. **Mais pourquoi les électeurs allaient-ils voter le 26 décembre 1971 ?**

Un maire P.S.U. gênant

— En mars dernier, la liste conduite par J.C. Leroyer, militant P.S.U., composée de personnes « non engagées » remportait huit sièges sur 11. Dès juin, sous l'impulsion du nouveau maire, le conseil municipal votait à l'unanimité une aide aux grévistes et se prononçait pour une aide systématique aux futurs grévistes. La délibération fut brûlée par la préfecture.

— En juillet, l'usine de La Guierche venait brûler ses déchets de plastique à la limite de la commune, polluant ainsi Joué-l'Abbé. Le conseil municipal décida à l'unanimité, après de vaines démarches auprès de la préfecture, d'envahir le lieu de brûlage à 6 heures du matin et de manifester. Devant la détermination de la population, la préfecture dépêchée sur les lieux se décidait à transporter la pollution ailleurs... (cf. Tribune du 23 sept. 71).

Huit jours après, une commune du Calvados pratiquait les mêmes méthodes. L'émission d'Europe n°

1 « Bonjour Monsieur le Maire » enregistrée à Joué-l'Abbé ne passa pas sur les ondes...

Continuant son action, Leroyer participait à un comité de défense des 400 futurs licenciés de l'usine d'Antoigné.

Le maire de Joué-l'Abbé était aussi le directeur permanent de la M.J.C. de Coulaines (banlieue du Mans) dont le maire, le docteur Bollengier-Stragier, vice-président du conseil général, républicain indépendant, fut chargé d'une basse besogne.

Recette pour se débarasser d'un gêneur

Le 22 septembre, le maire de Coulaines annonçait au conseil d'administration de la M.J.C. qu'il n'avait plus d'argent pour payer les salaires du quatrième trimestre du directeur, la municipalité devant aider de 11 millions la Société Mancelle d'H.L.M. qui avait un trou d'un milliard 800 millions. Ainsi Leroyer serait muté dans l'Est...

Le 29 septembre, les adhérents réunis en assemblée générale improvisée forçaient le maire à venir donner des explications. Il était minuit. Après 1 h. 30 « d'explications » et après avoir démontré ses largesses envers la classe ouvrière M. Bollengier devait conclure : « **De toute manière ça se fera** ». **Et ça s'est fait, mais avec des difficultés.**

Le comité de défense entreprenait : meetings, défilés, manifestations, tracts. Le prétexte de l'argent n'ayant pas réussi, le maire avançait d'autres raisons : incompé-

tence du directeur, fautes professionnelles, salaires trop élevés et puis bien sûr la M.J.C. entre les mains de « groupuscules gauchistes farfelus ». Ces prétextes n'ont pas eu d'audience auprès de la population qui signa une pétition pour le maintien du directeur à 80 % des personnes contactées. Les activités connaissent en cette période troublée un rythme intense.

Pourtant le maire de Coulaines ne désarme pas : le 25 octobre, il pose des ultimatums :

1. Retrait des locaux à l'association le jour même à 14 heures.

2. Mise des locaux à la disposition de la Fédération Autonome des M.J.C. (fédération créée par le ministre COMITI).

A midi Leroyer décide une grève de la faim dans les locaux. Le soir, le comité de défense tire à 5.000 exemplaires un tract : « Main basse sur la M.J.C. de Coulaines ».

Le lendemain matin à 6 heures, à la tête de 4 cars de policiers bottés, armés de pistolets mitrailleurs et de fusils lance-grenades, il fait expulser le directeur. Les jeunes qui l'assistaient dans sa grève sont violemment bousculés et embarqués.

Coulaines, commune de 6.000 habitants qui n'avait pas connu de manifestation en Mai 68, voit ce soir-là 400 personnes défilier en scandant Bollengier-fasciste. Leroyer-pas les flics.

Quarante-huit jours après le début des difficultés de la M.J.C., les soi-disant défenseurs de la laïcité P.C. - P.S. - U.D. C.G.T. - F.D. M.J.C. se réunissent pour une belle oraison funèbre.

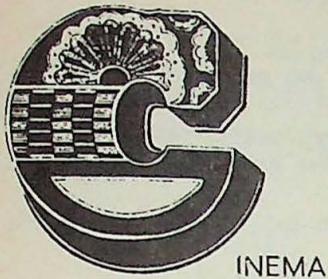
L'affaire ne s'arrête pas là : Leroyer, qui n'accepte pas sa mutation, reste maire de Joué-l'Abbé. Physiquement éprouvé par deux mois de lutte, Leroyer est conduit à l'hôpital. Les réactionnaires profitent de l'aubaine : à la préfecture, le premier adjoint de Joué-l'Abbé est dûment conseillé : Il n'est plus possible de garder un maire qui privera, par ses problèmes professionnels, la commune de « subventions », explique-t-on dans la presse.

Pendant la maladie de leur maire, les membres du conseil municipal démissionnent. J.C. Leroyer fera de même, et ne se représentera pas. La gestion d'une commune rurale avec 15 millions d'anciens francs de recettes pour 13 millions d'anciens francs de dépenses obligatoires permet au système capitaliste d'avoir en la personne du maire un bon fonctionnaire qui garantira l'ordre bourgeois à Joué-l'Abbé.

Mais pour parvenir au passage de la bonne et unique liste, les représentants du pouvoir y mettront une fois de plus le prix : Les inspecteurs des renseignements seront sur place pour « expliquer », le car de gendarmerie fera des rondes inhabituelles pendant toute cette semaine de Noël.

Dans cette ambiance « sereine », 178 électeurs ont pu voter « librement ». Les réformistes diront : voilà où mène l'action révolutionnaire, mais à Coulaines et à Joué-l'Abbé il y a des esprits qui s'éveillent, (sans être candidat, Leroyer a obtenu 36 voix).

FEDERATION DE LA SARTHE.



Lucky Luke, une voie de garage

Lucien Saintonge

Les fêtes de fin d'année ont vu deux dessins animés sortir sur les écrans; l'un unanimement condamné comme abêtissant : Les Aristochats, l'autre, encensé du *Nouvel Observateur* à l'*Humanité* : *Lucky Luke*. Tout est-il donc si simple ?

Si *Lucky Luke* se veut une démystification des westerns traditionnels, cette démonstration tardive est cent fois moins corrosive que d'autres réalisées souvent courageusement par des cinéastes américains (Willie Boy, Soldat Bleu, etc.).

Vu le succès commercial d'une partie de ces films, et l'âge du public auquel il s'adresse, Morris et Goscinny ont voulu récupérer à leur profit tout un courant de contestation des choses établies. Comme leur hebdomadaire *Pilote* se contente de jouer sur la corde sensible du « ras l'hol » des adolescents sans leur donner d'autre perspective qu'une intégration à court ou moyen terme dans la société, leur film récupère les thèmes critiquables des westerns, désintègre donc toutes leurs valeurs corrosives.

Le western a fait son temps. Il faut éviter que tout soit remis en cause à la racine. *Lucky Luke*, le dessin animé pour adolescents... et adultes est la voie de garage idéale.

On l'a épicé des ingrédients indispensables pour montrer qu'on était quand même un peu dans le vent de la contestation ;

— une élection « libre » aux révolvers et aux gangsters ;

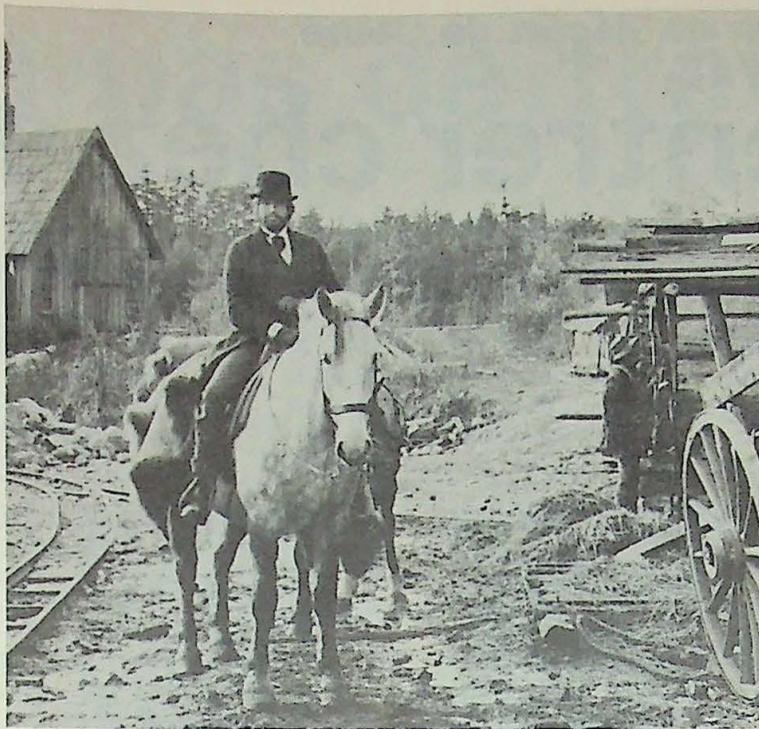
— un couplet sarcastique anti-pollution, etc.

Malgré cela, le film véhicule une série de thèmes traditionnels au western : l'esprit pionnier, l'indien guerrier, etc., certes tournés en ridicule, mais présents tout au long des séquences. Bref, toujours la même rengaine, heureusement qu'on a « l'esprit de 68 » et les gauchistes pour donner quelques idées au cinéma. Sinon il faudrait vraiment les inventer. Attention, Morris et Goscinny, ils pourront un jour se décider à inventer eux-mêmes !

Théâtre de l'Est Parisien

17, rue Malte-Brun, Paris 20^e
636-79-09 (Métro Gambetta)

L'Opéra de quat'sous
Bertolt Brecht



John Mac Cabe, le petit profiteur

Alain Moutot

La vérité sur le passé des U.S.A. n'est pas bonne à servir crue.

Car la naissance d'une nation américaine s'est effectuée dans les douleurs d'un génocide des premiers habitants indiens et d'une effroyable guerre civile où les intérêts économiques se sont parés des justificatifs de la croisade anti-esclavagiste. La nouvelle terre promise a été marquée de l'empreinte indélébile de la violence qui a façonné une société régie par la loi du plus fort. Pour souder une unité difficilement imposée et aspirer au rang de première puissance, une pareille image de marque avait de quoi choquer ses propres ressortissants et le reste du monde. Aussi pour les besoins de la cause, il a fallu forger dans cette épopée peu reluisante, une véritable chanson de gestes... Le western. Par lui, le cinéma a dû assumer le rôle idéologique très précis de présenter les ressorts mêmes de ce chaos historique sanglant pour en faire des titres de gloire. De films en films, à de rares exceptions près, le western s'est fait le chantre de la force élevée au rang de politique, de la course effrénée au profit, de l'accession aux honneurs et à la puissance par l'argent. Ce qui était censé être caché, était arboré haut et fier et présenté comme les piliers inamovibles d'une nouvelle civilisation.

Le rôle idéologique du western

Abandonnant les contes et légendes d'un far-west, revu et corrigé jusque-là par Hollywood, Robert Altman annonce avec « John Mac Cabe » une intéressante approche de la conquête de l'Ouest, rappor-

tée au niveau du vécu. Il fait fi de toute une imagerie d'Épinal, radotée à longueur de pellicule sur le désintéressement et l'honnêteté des valeureux pionniers éternellement présentés dans leur unique préoccupation de réaliser un idéal de vertu au seuil d'un nouveau monde. Rideau sur ces niaiseries pontifiantes ! On efface tout et on recommence ! Justement, Altman a su jeter sur le western un regard neuf en élarguant l'Histoire de ces fioritures bêtifiantes, des faits et de leur explication. Dans « Mac Cabe », les feux de la rampe du spectacle de la gloriole américaine s'éteignent.

Reste l'essentiel : l'appât du gain, trame de la véritable histoire qui reste à raconter.

Profit, antagonisme et violence

Dans l'Ouest américain, des constructions rudimentaires témoignent d'un monde en gestation où toute une humanité grouillante s'affaire, engluée dans la boue. Vient un jour, un minable joueur de cartes (Warren Beatty) qui n'a de cesse de « monter », avec les économies ramassées autour du tapis vert, un bordel sous tente, avec des filles achetées à la ville voisine. Ce gagne-petit se serait contenté de son commerce menu mais lucratif sans la rencontre d'une jeune prostituée (Julie Christie) ambitieuse, lucide et froidement calculatrice. Elle décide son compère de tirer tout le parti possible d'une collectivité composée presque exclusivement de mâles, prêts à lâcher la totalité de leur salaire pour une denrée que les circonstances et l'éloignement ont faite rare : une femme.

Le couple se met vite en besogne et l'ingéniosité de la femme sait suggérer de nouveaux besoins à la collectivité des salariés d'une mine de zinc. Le village du western, traditionnellement figé dans les autres films, est montré là dans sa transformation progressive en fonction de la logique du profit.

Attendant au bordel plus conséquent et reconstruit, un établissement de bains est créé et obtient grand succès. La communauté est dotée d'un triplot où le reste des salaires sera raflé pour alimenter les substantiels bénéfices des promoteurs. Le village devient alors leur domaine réservé et leur champ d'investissement privé. Mais, au cours du processus de son développement, cette entité économique vient se heurter aux intérêts contradictoires des propriétaires de la mine de zinc. Omniprésente dans le paysage, celle-ci grignote peu à peu tout le village. Pour son exploitation, elle exige l'occupation des terrains où se dressent les installations de Mac Cabe. Mais ce capitaliste au petit-pied ne comprend rien aux exigences d'un capitalisme « plus évolué ». Il s'entête et s'accroche à une affaire qui semble marcher. John refuse les propositions des représentants de la mine qui préfèrent, dans un premier temps, régler le conflit pacifiquement. Mais contre le refus de leur partenaire têtu, les responsables de la mine lâchent leurs tueurs professionnels. Les bandits ne représentent pas quelques personnages conventionnels d'opérette, ni des accidents dans le cours de l'histoire, mais les auxiliaires indispensables d'un système. On pense « aux bandes armées par le capital » dont parlait Trotsky. Le règlement de compte, déterminant pour l'avenir de la communauté, restera étranger aux villageois, entièrement occupés à éteindre sous neige tombante l'incendie de l'église qui ne finissait pas de se construire.

Mort ou nouvelle vie du western

Le film « John Mac Cabe » dont la progression lente mais pertinemment agencée, peut rebuter le spectateur, s'est voulu méticuleusement fidèle dans la reconstitution d'une époque. Le rôle de l'idéologie : le village se nomme Eglise Presbytérienne, les conditions atroces d'exploitation d'esclaves chinois dans la mine où ils sont utilisés comme porteurs d'explosifs, et les fumeries d'opium sont autant d'évocations qui situent le récit dans le cadre social et historique. Elles contribuent à la réussite de cette entreprise de restauration de la vérité. Mais « John Mac Cabe » résulte aussi des contradictions plus actuelles dans la société américaine et des antagonismes idéologiques qui s'y font jour. Ce film, censé marquer la mort du western, ouvre dialectiquement d'intéressantes perspectives de contestations par un genre de cinéma qui ne nous y avait pas habitués. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Chrisc - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000

Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos dans ce numéro :

Collombert (p. 3-6) - Kagan (p. 3-10) - A.F.P. (p. 9-16).
La rédaction réserve ses droits sur les autres clichés.

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

L'Arlequin-Parnasse

(Métro Denfert-Rochereau - Gaîté) - 306-93-98

« DINER-THEATRE » : 50 F
vin compris

L'homme qui vomit
des petits lapins

d'après Julio CORTEZAR
Diner 20 h - Spect. 21 h 30

PANTHÉON

Le lien

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Exilés pendant dix ans par un décret de Debré

Ils doivent rentrer chez eux

Lundi 10 janvier, plusieurs fonctionnaires originaires du soi-disant « département d'outre-mer » (D.O.M.) ont commencé une grève de la faim sur leur lieu de travail. Ils sont victimes de l'ordonnance Debré du 15-10-60 qui permet d'expulser de ce soi-disant département « tout fonctionnaire dont le comportement serait de na-

tion d'un comité de soutien qui avait mobilisé la population cannoise aboutissant à une manifestation de 5.000 personnes.

De même, en accord avec l'U.G.T.R.F. et l'A.G.T.A.G., les Réunionnais Gervais Barret, maire adjoint de St-Louis de la Réunion, Joseph Quasimodo, Yvon Poudroux, Clélie de Gama-

Dès avant la grève, des meetings ont déjà eu lieu.

Mercredi 12 janvier, une manifestation de masse pour soutenir les grévistes aura eu lieu à Noisy-le-Sec.

Un tract de soutien est diffusé dans la région parisienne.



Nelly Barret.



Gervais Barret.



Joseph Quasimodo.



Marius Miron.



Joby Fanon.

Photos extraites de « Combat Réunionnais ».

ture à troubler l'ordre public », et cela sur simple décision du Préfet.

Il s'agit bel et bien de mesures individuelles de déportation, et ceci sans le moindre recours.

Il y a quelques mois, le Guadeloupéen Yves Leborgne, victime du même arbitraire après une grève de la faim, obtenait un poste dans son pays. Cette victoire était notamment due à l'ac-

tion de Gamaleya, Boris de Gamaleya, et les Antillais Joby Fanon, Marius Miron, ont décidé d'obliger le pouvoir à leur donner des postes dans leur pays en commençant une grève de la faim et en s'appuyant sur une mobilisation populaire.

Des comités de soutien seront créés autour de leurs lieux de travail, à Noisy-le-Sec, à Clichy-sous-Bois, à Sarcelles, plus à Prades et à Tours.

Alors que l'impérialisme français accroît son oppression coloniale sur les peuples des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, à quelques jours du voyage de Pompidou au Tchad, soutenons la grève de la faim des militants exilés.

Ils doivent pouvoir rentrer chez eux.

L'ordonnance Debré de novembre 1960 doit être abrogée.

Turquie

Pompidou fricote avec les fascistes

François Gyr

Erim, premier ministre du régime fasciste turc, vient en France le 19 janvier. Il vient quémander l'aide du capitalisme français.

Qui est Erim ?

Nihat Erim, grand propriétaire terrien, a été fait premier ministre à la suite d'un coup d'Etat en mars dernier, organisé avec la complicité de la C.I.A. et de l'O.T.A.N. Soutenu par les seigneurs de terre et les usuriers, appuyé par les monopoles américains, il est à la tête d'un régime dont les crimes fascistes ne cessent de s'amplifier.

Son premier acte fut de déclarer que « la Constitution est un luxe » et de supprimer tous les droits démocratiques, d'interdire les syndicats, les organisations démocratiques, de faire jeter en prison, torturer et condamner à la mort ou à la prison les militants progressistes et révolutionnaires turcs et kurdes. Un exemple précis est à citer parmi tant d'autres. Le professeur Soysal, doyen

de la faculté des Sciences politiques d'Ankara, a été condamné à six ans et demi de prison pour un livre de droit constitutionnel publié en 1964, où un passage se référait à Marx !

En proie aux pires difficultés économiques laissées en héritage par l'ancien gouvernement bourgeois, le nouveau régime opprime le peuple : il forme des unités de percepteurs armés « pour habituer le peuple à payer des impôts ». Le coût de la vie a été multiplié par deux ou trois. Le salaire moyen en Turquie est de 400 à 500 livres (turques). Aujourd'hui le kilo de viande coûte 20 à 25 livres, les haricots secs 7 livres. La misère touche tous les fonctionnaires, paysans et ouvriers.

Des difficultés

Erim doit s'affronter depuis son arrivée au pouvoir aux grèves ouvrières et aux occupations de terres par les paysans. Erim voit des complots partout. Il est vrai qu'une fraction de l'armée n'a pas accepté le

coup d'Etat et que les traditions anti-impérialistes y restent vivaces. Comment expliquer autrement la spectaculaire évasion de Mayer Çayan, un des premiers militants révolutionnaires condamnés à mort par le nouveau régime ? (Il avait participé à l'enlèvement de l'ambassadeur d'Israël).

Erim doit aussi se heurter à des contradictions très fortes au sein de la bourgeoisie turque. Une clique fasciste s'oppose à l'ancienne clique plus favorable à un semblant de démocratie. Le parti majoritaire (parti de la Justice) a fait démissionner en décembre les ministres qu'il avait dans le gouvernement. Il est vrai que dans un semblant de démocratie, ils n'avaient plus grand-chose à dire. Erim est redevenu premier ministre d'un nouveau gouvernement toujours à la solde de l'O.T.A.N.

Le vernis démocratique : la visite à Pompidou

L'appui de l'état-major de l'armée ne suffit pas à Erim pour mater

toute révolte. Après avoir fait venir les experts anticasseurs français, pourquoi ne pas aller chercher auprès de Pompidou une certaine caution. Moyennant quelques fructueux marchandages commerciaux pour les deux bourgeoisies, Pompidou ne dit pas non. Moyennant un envoi de main-d'œuvre turque en France (où elle sera surexploitée par Dassault, Citroën ou Simca), on scelle l'amitié entre fascistes.

Des milliers de travailleurs turcs combattent cette dictature. Là encore, le mouvement révolutionnaire devra montrer ce que solidarité veut dire, ce que le combat anti-impérialiste doit entraîner.

Il n'y a pas de trêve pour T.S.

Ce mardi 10 janvier, la souscription a maintenant atteint 56.100 francs. Ainsi, nous commençons à approcher les six millions d'anciens francs.

Ce n'est pas un résultat mince. Il reste cependant insuffisant. Pourquoi ?

Nous nous attendions certes à ce que la période des fêtes ne soit pas favorable à la souscription. Mais la raison essentielle de ce ralentissement réside surtout dans le fait que les organisations du parti (fédérations et sections) n'ont pas encore pris en charge le problème.

Les dons et les abonnements que nous avons reçus proviennent de camarades, qu'ils soient ou non au P.S.U., qui réagissent à titre personnel.

Il devient évident que si les instances du parti se donnent un peu de peine, l'objectif de vingt millions d'anciens francs sera atteint avec rapidité.

Cela permettra :

- Le lancement d'une nouvelle formule du journal ;
- L'amélioration de toutes nos informations et une insertion plus affirmée dans les luttes ouvrières ou agricoles ;
- Le développement des rubriques existantes ou souhaitées par tous les camarades qui nous écrivent.

Non, il ne peut y avoir de pause ni de trêve.

« Tribune socialiste » est plus que jamais nécessaire dans le combat révolutionnaire.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Adresse complète : Rue _____

N° _____

Ville _____

N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an { 6 numéros « C.S. » } 74 F
{ 52 numéros « T.S. » }

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15^e - C.C.P. PARIS 5826-65.

(1) Cocher la case correspondante.

Nouveaux éléments de crise

Marc Echeverry

Au début de cette année, nombre de conventions collectives devant être renouvelées, de nombreux débrayages viennent de se produire à Barcelone et en Pays Basque.

Ainsi, malgré la répression qui s'était abattue sur les ouvriers de la S.E.A.T., en octobre et novembre, à Barcelone, ainsi que sur les mineurs aux Asturies, la combativité de la classe ouvrière se manifeste en permanence.

C'est une donnée de base importante si l'on cherche à faire le point de la situation en Espagne. Au moment de Burgos, on avait parlé d'après-franquisme. Peut-être un peu hâtivement. Et pourtant, tous les éléments de la crise restent réunis. Mieux : de nouvelles ruptures se produisent ou sortent des coulisses du pouvoir pour prendre le devant de la scène.

L'Opus Dei pris dans l'étau

Au moment de Burgos, dans la bataille qui opposa entre eux les divers clans franquistes, l'« Opus Dei » sembla, dans un premier temps, en perte de vitesse par rapport à la vieille garde des militaires et des phalangistes qui croyaient tenir leur revanche. Puis dans la phase finale, il apparut au contraire, que l'« Opus » tenait l'essentiel des rênes du pouvoir et que Franco devait s'incliner en grande partie devant ses exigences.

De là à ce que certains imaginent, une évolution dite « libérale » du régime et le passage à pas lents vers la démocratie bourgeoise, il n'y avait qu'un pas que franchirent non seulement les démocrates chrétiens, passés ou restés dans l'opposition, mais beaucoup de chancelleries, et en particulier le gouvernement français.

C'était ne pas tenir compte de la logique du régime franquiste qui ne peut se maintenir qu'en renforçant constamment son système de répression.

L'« Opus » a cherché pendant tout le temps où il investissait le pouvoir à se présenter comme une force que pouvait à la fois moderniser l'économie espagnole et ouvrir l'Espagne à la Communauté Economique Européenne, en faisant les concessions démocratiques minimales exigées par la social-démocratie européenne.

Rien de cela ne s'est produit.

Sur le plan économique, les éléments d'une crise sérieuse s'accroissent. L'afflux des capitaux étrangers limite de plus en plus la liberté de manœuvre des technocrates de l'« Opus ». Les banques espagnoles dont le rôle reste déterminant, jouent de plus en plus les investissements étrangers. La dépendance de l'Espagne par rapport au capitalisme international s'accroît de plus en plus.

Sur le plan politique, la répression reste la règle. Franco a fermé toutes les portes qui semblaient pouvoir s'ouvrir.

Du coup, de nouveaux milieux passent à l'opposition, et en premier lieu l'Eglise.

La matière temporelle

L'Eglise espagnole a été pendant trente ans un des piliers du régime. Mais depuis quelques années, comme toutes les Eglises, elle est traversée par des contradictions multiples. Le Concile Vatican II a accéléré les choses.

Le malaise — du point de vue de la hiérarchie — a d'abord gagné les organisations de jeunesse ouvrière et le clergé qui travaillaient à leur contact. Puis il a gagné l'ensemble du clergé pour atteindre à son tour la hiérarchie.

Les manifestations en faveur de plus de justice et plus de démocratie s'étant multipliées ces derniers mois, lors des assemblées des Evêques, Franco a réagi avec la brutalité qu'on lui connaît, lors de son discours de Nouvel An, Franco avait averti « les ecclésiastiques qui assument des responsabilités de nature temporelle » que l'Etat « ne demeurerait pas les bras croisés » et qu'il « s'opposerait à tout ce qui viendrait interférer avec sa souveraineté ».

On attendait la réponse de l'Eglise. Viendrait-elle seulement ? Oui. « Ecclesia », organe officiel de l'épiscopat, écrit dans son numéro paru à la fin de la semaine dernière : « Même en matière temporelle et politique, l'Eglise ne peut être taxée d'immixtion politique lorsqu'elle exerce en réalité un magistère moral de sa compétence et qu'elle doit l'accomplir même au prix d'incompréhensions et de souffrances ».

On s'achemine donc vers la rupture.

L'évolution du P.C.E.

Cette évolution est évidemment importante. Elle va animer l'élan de tous les milieux qui aspirent à créer un grand parti démocrate chrétien à l'italienne.

Elle risque également de confirmer le Parti Communiste espagnol, dans sa politique de recherche d'alliances très larges contre le franquisme.

Lorsqu'il propose son Pacte de Liberté, à toutes les forces, d'où qu'elles viennent, y compris l'armée, Santiago Carrillo, propose une politique de Front National, tout comme le P.C.F. le faisait en France sous l'occupation.

Il serait intéressant de savoir s'il a reçu sur ce point l'appui des dirigeants chinois. On sait en effet que le P.C. espagnol a renoué ses relations avec le P.C. chinois, au cours d'un voyage à Pékin d'une délégation qui comprenait non seulement Santiago Carrillo lui-même, mais aussi les secrétaires généraux des partis communistes basque et catalan (P.S.U.C.).

Cette politique a-t-elle quelques chances de succès ? Rien ne permet de l'affirmer, mais toute la situation politique étant maintenant en pleine mouvance, elle peut prendre une certaine consistance.

Front de classe

Dans cette situation et compte tenu en particulier de la répression la tâche des militants révolutionnaires n'est pas aisée.

Comme le mouvement révolutionnaire en France, les groupements révolutionnaires de la péninsule, sont divisés, et se sont groupularisés.

Les Commissions ouvrières, souffrent elles-mêmes de la politique du P.C.E., qui ne répond pas à leurs aspirations politiques.

Mais malgré cela, les luttes ouvrières reprennent et s'amplifient. C'est en s'appuyant sur elles, qu'un grand effort de clarification pourra être mené. Il sera difficile et compliqué. Mais c'est la seule voie possible pour que les peuples d'Espagne ne se voient pas imposer un après-franquisme, qui ressemblerait comme un frère au franquisme lui-même.

